ARRETE DU PRESIDENT

ARRETE N°2025.00085

MISE À JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND - MAITRISE DES RISQUES AUTOUR DES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL OU ASSIMILE, D'HYDROCARBURES ET DE PRODUITS CHIMIQUES

Le Président de la métropole de Saint-Etienne Métropole,

VU l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18 et R151-52,

VU l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme qui indique que les servitudes mentionnées à l'article L.151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au président de l'établissement public ou au maire, et que ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme,

VU le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Chamond approuvé le 04 février 2013, révisé le 07 février 2019 et modifié les 11 mai 2016, 29 septembre 2016, 05 octobre 2017,17 juillet 2020, 24 mars 2022 et le 30 mai 2024,

CONSIDERANT que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R 555-1 et suivants du Code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relative à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent,

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Saint-Chamond, et notamment les dispositions de son article 4,

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral en date du 21 novembre 2024 instituant une mise à jour des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Saint-Chamond, et notamment les dispositions de son article 5,

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral en date du 04 mars 2025 abrogeant et remplaçant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2024.

ARRETE

ARTICLE 1

Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Chamond est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.

Envoyé en préfecture via DOTELEC - SRCI
Envoyé en préfecture le 18 avril 2025
Reçu en préfecture le 18 avril 2025
Publié le 18 avril 2025
ID : 99_AR-042-244200770-20250418-A2025000851I0

ARTICLE 2
La mise à jour a pour effet d'intégrer dans le dossier de PLU (Annexes / 42207_sup_liste_20240530.pdf) une nouvelle servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol intitulée « maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques » comportant :

- l'arrêté préfectoral en date du 04 mars 2025 abrogeant et remplaçant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2024 ;
- les cartes annexées à l'arrêté préfectoral du 04 mars 2025.

ARTICLE 3
Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins au siège de Saint-Etienne Métropole et à la mairie de Saint-Chamond.

ARTICLE 4
Conformément aux dispositions prévues par l'article R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

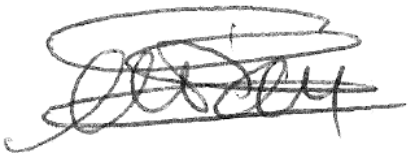
ARTICLE 5
Monsieur le Directeur Général des Services de Saint-Etienne Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond,
- notifié à Monsieur le Préfet de la Loire,
- notifié à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Loire,
- notifié à Monsieur le Trésorier Payeur Général de la Loire.

Fait à Saint-Etienne, le 18/04/2025

Reçu notification
Le

Le Président,



Gaël PERDRIAU

ARRETE DU PRESIDENT

ARRETE N°2025.00013

MISE À JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND MAITRISE DES RISQUES AUTOUR DES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL OU ASSIMILÉ, D'HYDROCARBURES ET DE PRODUITS CHIMIQUES

Le Président de la métropole de Saint-Etienne Métropole,

VU l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18 et R151-52,

VU l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme qui indique que les servitudes mentionnées à l'article L.151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au président de l'établissement public ou au maire, et que ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme,

VU le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Chamond approuvé le 04 février 2013, révisé le 07 février 2019 et modifié les 11 mai 2016, 29 septembre 2016, 05 octobre 2017,17 juillet 2020, 24 mars 2022 et le 30 mai 2024,

CONSIDERANT que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R 555-1 et suivants du Code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relative à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent,

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Saint-Chamond, et notamment les dispositions de son article 4,

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral en date du 21 novembre 2024 instituant une mise à jour des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Saint-Chamond, et notamment les dispositions de son article 5.

ARRETE

ARTICLE 1

Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Chamond est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2

La mise à jour a pour effet d'intégrer dans le dossier de PLU (Annexes / 42207_sup_liste_20240530.pdf) une nouvelle servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol intitulée « maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques » comportant :

- l'arrêté préfectoral en date du 21 novembre 2024 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Saint-Chamond ;
- la carte annexée à l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2024.

Envoyé en préfecture via DOTELEC
Envoyé en préfecture le 20 janvier 2025
Reçu en préfecture le 20 janvier 2025
Publié le 20 janvier 2025
ID : 99_AR-042-244200770-20250120-A20250013I0

ARTICLE 3
Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins au siège de Saint-Etienne Métropole et à la mairie de Saint-Chamond.

ARTICLE 4
Conformément aux dispositions prévues par l'article R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

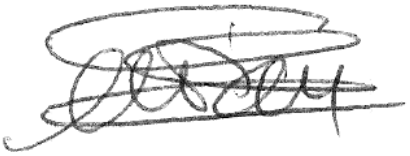
ARTICLE 5
Monsieur le Directeur Général des Services de Saint-Etienne Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond,
- notifié à Monsieur le Préfet de la Loire,
- notifié à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Loire,
- notifié à Monsieur le Trésorier Payeur Général de la Loire.

Fait à Saint-Etienne, le 20/01/2025

Reçu notification
Le

Le Président,



Gaël PERDRIAU

ARRETE DU PRESIDENT

ARRETE N°2025.00008

MISE À JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND MODIFICATION DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES D'INONDATION (PPRNPI)

Le Président de la métropole de Saint-Etienne Métropole,

VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18 et R151-53

VU l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme qui indique que les servitudes mentionnées à l'article L.151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au président de l'établissement public ou au maire, et que ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme,

VU l'article L.562-4 du Code de l'environnement qui indique que le plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé vaut servitude d'utilité publique et qu'il doit être annexé au plan local d'urbanisme,

VU l'arrêté préfectoral n°DT-17- 0889 en date du 08 novembre 2017 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation (PPRNPi) de la rivière « le Gier » et de ses affluents : les ruisseaux le Janon, le Ricolin, le Langonand, l'Arlos, la Mornante, l'Onzion, les Arcs, le Fay, le Frein, la Faverge, le Dorlay, le Collénon, la Durèze, l'Egarande, le Féloin, le Beaulieu, le Couzon, le Bourbouillon, le Frigerin, le Bozançon, la Gaise, le Grand Malval, le Lozange, le Mézerin, la Vareille, la Combe d'Allier, le Godivert et le Cotéon concernant les communes de Saint-Etienne, Saint-Jean Bonnefonds, Saint-Chamond, Doizieux, la Terrasse-sur-Dorlay, Saint-Paul-en-Jarez, Lorette, la Grand-Croix, L'Horme, Châteauneuf, Rive-de-Gier, Genilac, Chagnon, Saint-Martin-la-Plaine, Saint-Joseph, Tartaras, Dargoire,

VU l'arrêté préfectoral n°DT-23-918 du 15 janvier 2024 prescrivant la modification du PPRNPI du Gier sur les communes de Saint-Etienne, Saint-Chamond, l'Horme, Saint-Paul-en-Jarez, Genilac, Rive-de-Gier, Châteauneuf, Tartaras et Saint-Martin-la-Plaine,

VU l'arrêté préfectoral n°DT-24-0360 du 20 juin 2024 portant approbation de la modification du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPI) de la rivière « le Gier » et ses affluents sur le territoire des communes de Saint-Etienne, Saint-Chamond, L'Horme, Saint-Paul-en-Jarez, Genilac, Rive-de-Gier, Châteauneuf, Tartaras et Saint-Martin-la-Plaine,

CONSIDERANT que les annexes des PLU des communes concernées par cette modification doivent être mises à jour,

ARRETE

ARTICLE 1
Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Chamond est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.

Envoyé en préfecture via DOTELEC -
Envoyé en préfecture le 20 janvier 2025
Reçu en préfecture le 20 janvier 2025
Publié le 20 janvier 2025
ID : 99_AR-042-244200770-20250120-A20250000810

ARTICLE 2
La mise à jour a pour effet d'intégrer dans le dossier de PLU (Annexes / 42207_PPRI_20240620.pdf) la servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol intitulée « Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation » conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°DT-24- 0360 en date du 20 juin 2024 portant approbation de la modification du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) de la Rivière « le Gier » et de ses affluents.

ARTICLE 3
Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins au siège de Saint-Etienne Métropole et à la mairie de Saint-Chamond.

ARTICLE 4
Conformément aux dispositions prévues par l'article R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

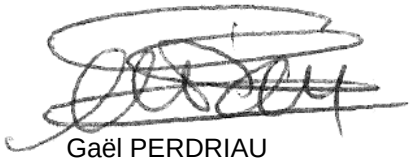
ARTICLE 5
Monsieur le Directeur Général des Services de Saint-Etienne Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond,
- notifié à Monsieur le Préfet de la Loire,
- notifié à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Loire,
- notifié à Monsieur le Trésorier Payeur Général de la Loire.

Fait à Saint-Etienne, le 20/01/2025

Reçu notification
Le

Le Président,



Gaël PERDRIAU

ARRETE DU PRESIDENT

ARRETE N°2024.00051

MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND – INSCRIPTION AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES DU CANAL DE L'AQUEDUC DU GIER – SECTION CHEMIN DE LA MARQUETTE

Le Président de Saint-Etienne Métropole,

VU l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L.5217-2,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18 et R151-52,

VU l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme qui indique que les servitudes mentionnées à l'article L.151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au président de l'établissement public ou au maire, et que ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme,

VU l'article R 621-58 du Code du Patrimoine,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Chamond approuvé le 04 février 2013, modifié les 29 septembre 2016, le 05 octobre 2017, le 07 février 2019, le 17 juillet 2020 et le 24 mars 2022,

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral n°23-261 en date du 28 septembre 2023 portant inscription au titre des monuments historiques le canal de l'aqueduc du Gier sis chemin de la Marquette à Saint-Chamond ainsi que le terrain correspondant à la zone de présomption de prescription sur la parcelle 42 244 ZA 41, d'une contenance de 17 440 m²,

CONSIDERANT la demande de Monsieur le Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes en date du 28 septembre 2023 demandant la transcription de la servitude et du périmètre de protection dans les documents d'urbanisme de la commune de Saint-Chamond,

ARRETE

ARTICLE 1
Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Chamond est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2
La mise à jour a pour effet d'intégrer dans le dossier de PLU (Annexes - liste des Servitudes n°7 et plan des servitudes n°7) une nouvelle servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol intitulée « Inscription au titre des monuments historiques du canal de l'aqueduc du Gier – chemin de la Marquette » comportant :

- L'arrêté préfectoral n°23-261 en date du 28 septembre 2023 portant inscription au titre des monuments historiques du canal de l'aqueduc du Gier sis Chemin de la Marquette ;
- La carte annexée à l'arrêté préfectoral n°23-261 où figurent les limites de la protection.

RECU EN PREFECTURE
Le 03 mai 2024
VIA DOTELEC - iXBus
99_AR-042-244200770-20240411-A2024000510
Date de mise en ligne : 03 mai 2024

ARTICLE 3
Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins au siège de Saint-Etienne Métropole et à la mairie de Saint-Chamond.

ARTICLE 4
Conformément aux dispositions prévues par l'article R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

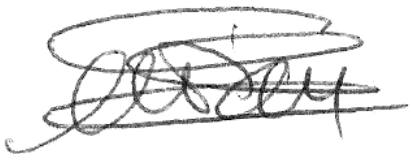
ARTICLE 5
Monsieur le Directeur Général des Services de Saint-Etienne Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond,
- Notifié à Monsieur le Préfet de la Loire,

Fait à Saint-Etienne, le 03/05/2024

Reçu notification
Le

Le Président,



Gaël PERDRIAU

ARRETE DU PRESIDENT

ARRETE N°2023.00162

MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND - INSTAURATION DE SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE TENEMENT EX-GIAT SAINT-CHAMOND

Le Président de Saint-Etienne Métropole,

VU l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18, R151-51, R151-52 et R161-8,

VU l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme qui indique que les servitudes mentionnées à l'article L.151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au président de l'établissement public ou au maire, et que ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme,

VU les articles L515-8 et L.515-12 du Code de l'environnement,

VU l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales emportant compétence de Saint-Etienne Métropole en matière de Plan Local d'urbanisme,

VU la délibération de la commune de Saint-Chamond ayant approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 04 février 2013,

VU la délibération de Saint-Etienne Métropole ayant approuvé la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme le 28 juin 2018,

VU les délibérations de Saint-Etienne Métropole ayant approuvé les modifications du Plan Local d'Urbanisme, les 11 mai 2016, 29 septembre 2016, 05 octobre 2017, 07 février 2019, 17 juillet 2020 et 24 mars 2022,

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral n°297-DDPP-22 en date du 13 juin 2022 instituant des servitudes d'utilité publique sur le tènement ex-GIAT à Saint-Chamond,

ARRETE

ARTICLE 1

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Chamond est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2

La mise à jour a pour effet d'intégrer dans le dossier de PLU (Annexes - liste des Servitudes n°7 et plan des servitudes n°7) de nouvelles servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol intitulées « Servitudes relatives aux installations classées et aux sites constituant une menace contre la sécurité et la salubrité publique » sur le Tènement ex-Giat comportant :

- l'arrêté préfectoral n°297-DDPP-22 en date du 13 juin 2022, instituant des servitudes d'utilité publique sur le tènement ex-GIAT à Saint-Chamond.

RECU EN PREFECTURE

Le 29 novembre 2023

VIA DOTELEC - iXBus

99_AR-042-244200770-20231027-A202300162I0

Date de mise en ligne : 29 novembre 2023

ARTICLE 3
Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins au siège de Saint-Etienne Métropole et à la mairie de Saint-Chamond.

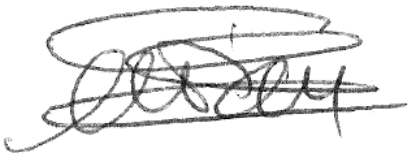
ARTICLE 4
Conformément aux dispositions prévues par l'article R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

ARTICLE 5
Monsieur le Directeur Général des Services de Saint-Etienne Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :
- notifié à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond,
- notifié à Monsieur le Préfet de la Loire.

Fait à Saint-Etienne, le 29/11/2023

Reçu notification
Le

Le Président,



Gaël PERDRIAU

ARRETE DU PRESIDENT

ARRETE N°2023.00002

MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND - INSCRIPTION AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES DE L'AQUEDUC DU GIER -SECTION DU LANGONAND – SAINT-CHAMOND (LOIRE)

Le Président de Saint-Etienne Métropole,

VU l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18 et R151-52,

VU l'article L.153-60 du code de l'urbanisme qui indique que les servitudes mentionnées à l'article L.151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au président de l'établissement public ou au maire, et que ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme,

VU l'article R 621-58 du Code du Patrimoine,

VU l'arrêté préfectoral n°232/2015 du 10 août 2015 portant notamment transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°379 du 24 décembre 2015 portant transformation de Saint-Etienne Métropole en Communauté Urbaine,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 04 février 2013, révisé le 07 février 2019 et modifié les 11 mai 2016, 29 septembre 2016, 05 octobre 2017, 17 juillet 2020 et 24 mars 2022,

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral n°22-050 en date du 03 mars 2022 portant inscription au titre des monuments historiques de l'aqueduc du Gier section du Langonand – Saint-Chamond (Loire),

ARRETE

ARTICLE 1
Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Chamond est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2
La mise à jour a pour effet d'intégrer dans le dossier de PLU (Annexes - liste des Servitudes n°7 et plan des servitudes n°7) une nouvelle servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol intitulée « inscription au titre des monuments historiques de l'aqueduc du Gier section du Langonand – Saint-Chamond (Loire) » comportant :

- l'arrêté préfectoral n°22-050 en date du 03 mars 2022 portant inscription au titre des monuments historiques de l'aqueduc du Gier – section du Langonand – Saint-Chamond (Loire) ;
- la carte annexée à l'arrêté préfectoral n°22-050 du 03 mars 2022 où figurent les limites de la protection.

RECU EN PREFECTURE
Le 10 janvier 2023
VIA DOTELEC - iXBus
99_AR-042-244200770-20221220-A2023000021
Date de mise en ligne : 10 janvier 2023

ARTICLE 3
Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins au siège de Saint-Etienne Métropole et à la mairie de Saint-Chamond. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 4
Conformément aux dispositions prévues par l'article R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

ARTICLE 5
Monsieur le Directeur Général des Services de Saint-Etienne Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :
- notifié à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond,
- notifié à Madame la Préfète de la Loire.

Fait à Saint-Etienne, le 09/01/2023

Reçu notification
Le

Le Président,



Gaël PERDRIAU

SÉM
SAINT-ÉTIENNE
la métropole

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 24 MARS 2022

DELIBERATION N°2022.00106

PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND - APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

Le Conseil Métropolitain a été convoqué le 11 mars 2022

Nombre de membres en exercice : 123
Nombre de présents : 88
Nombre de pouvoirs : 16
Nombre de voix : 104

Président de séance : M. Gaël PERDRIAU,
Secrétaire de séance : M. Tom PENTECOTE

Membres titulaires présents :
M. Gilles ARTIGUES, Mme Nicole AUBOURDY, M. Abdelouahb BAKLI, M. Denis BARRIOL, M. Jean-Luc BASSON, Mme Caroline BENOUMELAZ, Mme Nora BERROUKECHE, Mme Michèle BISACCIA, M. Cyrille BONNEFOY, M. Bernard BONNET, M. Vincent BONY, M. Lionel BOUCHER, M. Patrick BOUCHET, M. Régis CADEGROS, Mme Stéphanie CALACIURA, M. Christophe CHALAND, Mme Catherine CHAPARD, M. André CHARBONNIER, M. Marc CHASSAUBENE, Mme Frédérique CHAVE, Mme Laura CINIERI, Mme Viviane COGNASSE, M. Paul CORRIERAS, M. Pierrick COURBON, M. Charles DALLARA, M. Jean-Luc DEGRAIX, Mme Marianne DELIAVAL, M. Philippe DENIS, M. Christian DUCCESCHI, Mme Isabelle DUMESTRE, M. Frédéric DURAND, Mme Véronique FALZONE, M. Martial FAUCHET, M. Christophe FAVERJON, Mme Sylvie FAYOLLE, M. Jean-Claude FLACHAT, Mme Andonella FLECHET, M. Luc FRANCOIS, M. Guy FRANCON, M. Pascal GONON, Mme Ramona GONZALEZ GRAIL, Mme Marie-Christine GOURBEYRE, Mme Marie-Eve GOUTELLE, Mme Catherine GROUSSON, M. Jacques GUARINOS, M. Rémy GUYOT, M. Georges HALLARY, M. Marc JANDOT, M. Christian JOUVE, M. Christian JULIEN, Mme Delphine JUSSELME, M. Robert KARULAK, M. Samy KEFI-JEROME, Mme Siham LABICH, M. Claude LIOGIER, M. Olivier LONGEON, M. Julien LUYA, Mme Nathalie MATRICON, M. Patrick MICHAUD, Mme Christiane MICHAUD-FARIGOULE, M. Yves MORAND représenté par Mme Christine HEYRAUD, Mme Aline MOUSEGHIAN, M. Tom PENTECOTE, M. Gilles PERACHE, M. Gaël PERDRIAU, Mme Marie-Jo PEREZ, Mme Nicole PEYCELON, Mme Christel PFISTER, M. Ali RASFI, Mme Brigitte REGEFFE,

RECU EN PREFECTURE
Le 25 mars 2022
VIA DOTELEC - iXBus
99_DE-042-244200770-20220324-D202200106I0
DATE D'AFFICHAGE :25 mars 2022

M. Hervé REYNAUD, Mme Laurence RICCIARDI, M. Jean-Paul RIVAT, M. Jean-Marc SARDAT, Mme Nadia SEMACHE, M. Christian SERVANT, Mme Corinne SERVANTON, M. Gilbert SOULIER, Mme Eveline SUZAT-GIULIANI, M. Marc TARDIEU, Mme Marie-Christine THIVANT, M. Gilles THIZY, Mme Julie TOKHI, M. Daniel TORGUES, M. Jacques VALENTIN, Mme Laetitia VALENTIN, M. Julien VASSAL, Mme Eliane VERGER LEGROS

Pouvoirs :
M. Jean-Pierre BERGER donne pouvoir à Mme Siham LABICH,
Mme Audrey BERTHEAS donne pouvoir à M. Julien VASSAL,
M. Kamel BOUCHOU donne pouvoir à Mme Marie-Christine GOURBEYRE,
M. Denis CHAMBE donne pouvoir à M. Gilles ARTIGUES,
M. Marc CHAVANNE donne pouvoir à Mme Corinne SERVANTON,
M. Germain COLLOMBET donne pouvoir à M. Olivier LONGEON,
M. François DRIOL donne pouvoir à M. Guy FRANCON,
Mme Marie-Pascale DUMAS donne pouvoir à M. Cyrille BONNEFOY,
M. Jean DUVERGER donne pouvoir à Mme Julie TOKHI,
M. David FARA donne pouvoir à M. Christophe FAVERJON,
M. Michel GANDILHON donne pouvoir à M. Pascal GONON,
M. Daniel GRAMPFORT donne pouvoir à Mme Ramona GONZALEZ GRAIL,
Mme Pascale LACOUR donne pouvoir à Mme Marie-Jo PEREZ,
Mme Brigitte MASSON donne pouvoir à Mme Siham LABICH,
Mme Solange MORERE donne pouvoir à M. Philippe DENIS,
M. Jean-Marc THELISSON donne pouvoir à M. Jean-Luc BASSON

Membres titulaires absents excusés :
Mme Christiane BARAILLER, M. Jean-Alain BARRIER, M. Eric BERLIVET, M. Gilles BOUDARD, M. Henri BOUTHEON, Mme Nicole BRUEL, M. Jordan DA SILVA, M. Fabrice DUCRET, M. Jérôme GABIAUD, M. Bernard LAGET, M. Denis LAURENT, M. Yves LECOCQ, Mme Fabienne MARMORAT, Mme Djida OUCHAOUA, M. Marc PETIT, M. Jean-Philippe PORCHEROT, Mme Clémence QUELENNEC, M. Jean-Louis ROUSSET, M. Gérard TARDY

DELIBERATION DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 24 MARS 2022

PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND - APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5217-2 ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Chamond approuvé le 04 février 2013, révisé le 07 février 2019 et modifié les 11 mai 2016, 29 septembre 2016, 05 octobre 2017, et 17 juillet 2020;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain du 02 décembre 2021 relative aux modalités de mise à disposition du public ;

Vu les avis des personnes publiques associées ;

Vu les pièces du dossier de modification simplifiée du PLU de Saint-Chamond ;

Il est rappelé que la modification simplifiée a pour objet :

- de positionner correctement la limite de la zone UG7 le long de la rue des V.A.B.,
- de mettre en cohérence le zonage du côté sud de la rue de Saint-Etienne avec le tissu économique existant en le classant en UG6,
- de supprimer l'emplacement réservé « R6 » figurant sur les parcelles 111 BI 501 et 502, chemin de la Chabure.

La Chambre d'agriculture, GRT Gaz et le Scot Sud Loire ont émis des avis favorables sur le dossier de modification.

RTE (Réseau de transport d'électricité) n'a pas d'observation sur les points présentés dans la modification. Toutefois la structure demande de rectifier des incompatibilités avec la présence d'ouvrages RTE sur le territoire communal. Aussi, la mise à jour des servitudes s'effectuera dans le cadre d'une procédure ultérieure de mise à jour des annexes.

Le dossier a été mis à disposition du public du 10 janvier 2022 au 10 février 2022, selon les modalités prévues.

Aucune remarque n'a été émise ni sur le registre communal ni sur le registre présent au siège de Saint-Etienne Métropole.

Une remarque a été émise sur le site internet de Saint-Etienne Métropole, elle ne porte pas sur la modification et ne sera donc pas prise en compte dans le cadre du projet.

La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète du département de la Loire. Elle fera l'objet d'un affichage au siège de Saint Etienne Métropole et dans la commune de Saint-Chamond. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le dossier de Plan Local d'Urbanisme modifié, dans sa forme approuvée, sera tenu à la disposition du public à la mairie de Saint-Chamond et au siège de Saint-Etienne Métropole aux jours et heures d'ouverture au public.

Le Conseil Métropolitain, après en avoir délibéré :

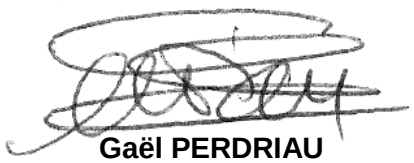
- ***approuve la modification simplifiée du PLU de Saint-Chamond ;***

- ***autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tous documents relatifs à cette procédure ;***

- ***les dépenses correspondantes à la conduite de cette procédure seront imputées à l'opération N°416, article 202, du budget investissement 2022 Prospective, destination Planification.***

Ce dossier a été adopté à l'unanimité.

Pour extrait,
Le Président,



Gaël PERDRIAU

SAINT-ÉTIENNE la métropole

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 17 JUILLET 2020

DELIBERATION N°2020.00192

APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND

Le Conseil Métropolitain a été convoqué le 10 juillet 2020

Nombre de membres en exercice : 123
Nombre de présents : 99
Nombre de pouvoirs : 19
Nombre de voix : 118

Membres titulaires présents :
M. Gilles ARTIGUES, Mme Nicole AUBOURDY, Mme Christiane BARAILLER, M. Jean-Alain BARRIER, M. Denis BARRIOL, M. Jean-Luc BASSON, M. Jean-Pierre BERGER, M. Eric BERLIVET, Mme Nora BERROUKECHE, Mme Audrey BERTHEAS, Mme Jennifer BONJOUR, M. Bernard BONNET, M. Vincent BONY, M. Lionel BOUCHER, M. Patrick BOUCHET, M. Kamel BOUCHOU, M. Gilles BOUDARD, Mme Nicole BRUEL, M. Régis CADEGROS, Mme Stéphanie CALACIURA, M. Christophe CHALAND, M. Denis CHAMBE, Mme Catherine CHAPARD, M. André CHARBONNIER, M. Marc CHASSAUBENE, Mme Frédérique CHAVE, Mme Laura CINIERI, M. Germain COLLOMBET, M. Jean-Noël CORNUT, M. Paul CORRIERAS, M. Pierrick COURBON, M. Charles DALLARA, M. Jean-Luc DEGRAIX, Mme Marianne DELIAVAL, M. François DRIOL, M. Christian DUCCESCHI, M. Fabrice DUCRET, Mme Marie-Pascale DUMAS, Mme Isabelle DUMESTRE, M. Frédéric DURAND, M. David FARA, M. Martial FAUCHET, M. Christophe FAVERJON, Mme Sylvie FAYOLLE, Mme Andonella FLECHET, M. Luc FRANCOIS, M. Guy FRANCON, M. Jérôme GABIAUD, M. Michel GANDILHON, M. Pascal GONON, Mme Ramona GONZALEZ GRAIL, Mme Marie-Christine GOURBEYRE, Mme Marie-Eve GOUTELLE, M. Daniel GRAMPFORT, Mme Catherine GROUSSON, M. Jacques GUARINOS, M. Rémy GUYOT, M. Georges HALLARY, M. Marc JANDOT, M. Christian JOUVE, M. Christian JULIEN, Mme Delphine JUSSELME, M. Robert KARULAK, M. Samy KEFI-JEROME, Mme Siham LABICH, Mme Pascale LACOUR, M. Denis LAURENT, M. Claude LIOGIER, M. Julien LUYA, Mme Brigitte MASSON, Mme Nathalie MATRICON, M. Patrick MICHAUD, Mme Christiane MICHAUD-FARIGOULE, M. Yves MORAND représenté par Mme Christine HEYRAUD, Mme Aline MOUSEGHIAN, M. Tom PENTECOTE, M. Gilles PERACHE, M. Gaël PERDRIAU, Mme Marie-Jo PEREZ, Mme Nicole PEYCELON, Mme Christel PFISTER, M. Jean-Philippe PORCHEROT, M. Ali RASFI, M. Hervé REYNAUD, Mme Laurence RICCIARDI, M. Jean-Paul RIVAT, M. Jean-Marc SARDAT, Mme Nadia SEMACHE, Mme Corinne SERVANTON, M. Gilbert SOULIER, Mme Eveline SUZAT-GIULIANI, M. Marc TARDIEU,

REÇU EN PREFECTURE
Le 28 juillet 2020
VIA DOTELEC - iXBus
ID : 042-244200770-20200717-D2020001920
DATE DE AFFICHAGE : 28 juillet 2020

Mme Marie-Christine THIVANT, M. Gilles THIZY, Mme Julie TOKHI, M. Daniel TORGUES, M. Jacques VALENTIN, Mme Laetitia VALENTIN, M. Julien VASSAL

Pouvoirs :
Mme Caroline BENOUMELAZ donne pouvoir à M. Vincent BONY,
Mme Michèle BISACCIA donne pouvoir à M. Jacques VALENTIN,
M. Cyrille BONNEFOY donne pouvoir à Mme Marie-Pascale DUMAS,
M. Henri BOUTHEON donne pouvoir à M. David FARA,
Mme Marie-Christine BUFFARD donne pouvoir à Mme Marie-Eve GOUTELLE,
M. Marc CHAVANNE donne pouvoir à Mme Corinne SERVANTON,
Mme Viviane COGNASSE donne pouvoir à M. Gilles ARTIGUES,
M. Jordan DA SILVA donne pouvoir à M. François DRIOL,
M. Philippe DENIS donne pouvoir à M. Patrick BOUCHET,
M. Jean DUVERGER donne pouvoir à Mme Julie TOKHI,
M. Jean-Claude FLACHAT donne pouvoir à M. Hervé REYNAUD,
M. Bernard LAGET donne pouvoir à M. Jean-Noël CORNUT,
M. Olivier LONGEON donne pouvoir à M. Germain COLLOMBET,
Mme Solange MORERE donne pouvoir à M. André CHARBONNIER,
Mme Djida OUCHAOUA donne pouvoir à M. Christophe FAVERJON,
M. Marc PETIT donne pouvoir à Mme Christiane BARAILLER,
Mme Clémence QUELENNEC donne pouvoir à M. Eric BERLIVET,
Mme Brigitte REGEFFE donne pouvoir à M. Tom PENTECOTE,
M. Christian SERVANT donne pouvoir à Mme Ramona GONZALEZ GRAIL

Membres titulaires absents excusés :
M. Jean-Claude CHARVIN, M. Yves LECOCQ, M. Gérard TARDY, M. Jean-Marc THELISSON, Mme Eliane VERGER LEGROS

Secrétaire de Séance :
M. Tom PENTECOTE

DELIBERATION DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 17 JUILLET 2020

APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5217-2 ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Chamond approuvé le approuvé le 04 février 2013 et ayant fait l'objet d'une révision allégée approuvée le 07 février 2019, d'une modification les 11 mai 2016, 29 septembre 2016 et 05 octobre 2017 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain du 27 janvier 2020 relative aux modalités de mise à disposition du public ;

Vu les avis des personnes publiques associées ;

Vu les pièces du dossier de modification simplifiée du PLU de Saint-Chamond ;

Il est rappelé que cette modification simplifiée a pour objet :

- De modifier le règlement de la zone Ulc1 afin de permettre la densification des parcelles dédiées à l'activité industrielle,
- De classer les parcelles sises rue de Saint-Etienne et cadastrées 111 AB n°146p, 156p, et 162 en zone Uic2 en cohérence avec les parcelles limitrophes,
- De modifier le périmètre de constructibilité sur ces parcelles et les parcelles limitrophes cadastrées 111 AB n°73p, 233 et 234 pour l'aligner sur la limite de la voie.

Le syndicat mixte du SCoT Sud Loire a indiqué qu'il émettait un avis favorable sur l'ensemble du projet de modification.
Les autres personnes publiques consultées n'ont pas émis d'avis.

Le dossier a été mis à disposition du public pendant une durée de 31 jours du lundi 10 février 2020 au mercredi 11 mars 2020 inclus, selon les modalités prévues. Aucune observation n'a été exprimée par le public.

Suite à la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de Saint-Chamond, il est donc proposé d'approuver le projet de modification simplifiée.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du département de la Loire. Elle fera l'objet d'un affichage au siège de Saint-Etienne Métropole et dans la commune de Saint-Chamond. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le dossier de Plan Local d'Urbanisme modifié, dans sa forme approuvée, sera tenu à la disposition du public à la mairie de Saint-Chamond et au siège de Saint-Etienne Métropole aux jours et heures d'ouverture au public.

Le Conseil Métropolitain, après en avoir délibéré :

- ***approuve la délibération d'approbation de la modification simplifiée du PLU de Saint-Chamond ;***

- ***autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tous documents relatifs à cette procédure ;***

- ***les dépenses correspondantes à la conduite de cette procédure seront imputées à l'opération N°416, article 202, du budget investissement 2019 Prospective, destination Planification.***

Ce dossier a été adopté à l'unanimité.

Pour extrait,
Le Président,



Gaël PERDRIAU

SÉM
SAINT-ÉTIENNE
la métropole

PLAN LOCAL D'URBANISME

COMMUNE DE SAINT-CHAMOND

NOTICE EXPLICATIVE
DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

SOMMAIRE

1 - CADRE REGLEMENTAIRE

2 - CONTEXTE

3 - OBJET DE LA MODIFICATION DU PLU

1- CADRE REGLEMENTAIRE

Saint-Etienne Métropole est compétente en matière de plan local d'urbanisme (PLU) et documents d'urbanisme en tenant lieu. L'exercice de cette compétence par Saint-Etienne Métropole ne permet plus aux communes de prescrire de nouvelles procédures d'évolution de leur document d'urbanisme. Dans l'attente du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), Saint-Etienne Métropole peut mener des procédures de modification, de modification simplifiée, de mise en compatibilité et de mise à jour des PLU communaux.

La procédure de modification simplifiée du PLU est retenue dans la mesure où la modification décrite ci-dessus :

- ne change pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- ne réduit pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- ne majore pas de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- ne diminue pas les possibilités de construire ;
- ne réduit pas la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Considérant les articles L153-45 à L153-48 du Code de l'Urbanisme et la nature de la modification envisagée, il convient en effet d'engager une procédure de modification simplifiée du PLU.

Monsieur le Président de Saint-Etienne Métropole a pris l'initiative de mettre en œuvre une procédure de modification simplifiée du PLU de la commune de Saint-Chamond afin

- Modifier le règlement de la zone UIc1 afin de permettre la densification des parcelles dédiées à l'activité industrielle,
- Classer les parcelles sises rue de Saint-Etienne et cadastrées 111 AB n°146p, 156p, et 162 en zone Uic2 en cohérence avec les parcelles limitrophes,
- Modifier le périmètre de constructibilité sur ces parcelles et les parcelles limitrophes cadastrées 111 AB n°73, 233 et 234 pour l'aligner sur la limite de la voie.

Considérant les articles L 153-45 à L 153-48 du Code de l'Urbanisme, la procédure de modification simplifiée du PLU est retenue dans la mesure où la modification décrite ci-dessus vient modifier marginalement le règlement graphique.

2- CONTEXTE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Chamond, a été approuvé le 04 février 2013 par le Conseil Municipal. Il a fait l'objet d'une révision allégé approuvée ré le 07 février 2019 par le Conseil Métropolitain. Il a été modifié les 11 mai 2016, 29 septembre 2016 et 05 octobre 2017.

La zone UiC1 recouvre la zone d'activités du Coin, s'agissant d'une zone créée avant la dernière révision du PLU la construction sur limite parcellaire des bâtiments y était autrefois autorisée. Aujourd'hui elle est interdite. Une distance de 5 m minimum doit être respectée. Cette situation pose désormais problème à des entreprises qui y sont implantées et ne peuvent plus s'agrandir. Il est donc proposer d'autoriser l'implantation des bâtiments industriels en limite séparative afin de favoriser le maintien de l'activité économique et la création d'emplois. Par ailleurs, afin d'assurer l'harmonie architecturale des constructions sur limites séparatives des règles de hauteur spécifiques sont établies.

Dans le secteur du Champ du Geai, une bande de terrain est classée en zone Ua1, zonage qui correspond au centre historique. Cette bande de terrain se situe en bordure de la N88, il n'est donc pas souhaitable d'y construire des logements. Elle peut par contre, dans une certaine mesure, accueillir des activités économiques. Il convient cependant de conserver une partie d'espace libre à proximité du carrefour, pour conserver la qualité environnementale de l'espace arboré. Il est donc proposer de classer une superficie d'environ 300 m² en zone Uic2, destinée à l'accueil d'activité économique, comme les parcelles limitrophes.

Enfin, le PLU prévoit un retrait de constructibilité de long de la rue de Saint-Etienne d'environ 2m par rapport à la voirie. Cette contrainte procédait d'un souhait d'étudier la possibilité de créer une voie modes doux sur cet emplacement. Ce projet est aujourd'hui caduc car la trame des projets d'itinéraires modes doux a évolué sur la commune. De plus, il est souhaitable d'accorder un peu plus d'épaisseur au bâti dans ce secteur afin de pouvoir mieux prendre en compte les contraintes liées aux nuisances sonores. Il est donc proposer d'aligner le périmètre de constructibilité sur la limite de la voie (rue de Saint-Etienne) pour les parcelles encore non-bâties.

3- OBJET DE LA MODIFICATION DU PLU

La modification simplifiée du PLU a donc pour objet :

- de compléter l'article Ui 7 en précisant qu'en zone Uic1, les constructions peuvent être autorisées en limite séparative dès lors que des mesures sont prises pour éviter la propagation des incendies (murs coupe-feu) et que cette limite de coïncide pas avec une zone d'habitation,
- de compléter l'article Ui 10 pour indiquer qu'en zone Uic1, la hauteur maximale des constructions implantées dans une bande de 0 à 5m par rapport aux limites séparatives est limitée à 6m au faitage, et que des cas particulier sont acceptés en cas de bâtiments préexistant ou de construction concomitantes sur deux parcelles dans un souci de préserver l'harmonie architecturale tout en facilitant la densification,

- d'agrandir la zone Uic2 d'environ 300 m²et de diminuer la zone Ua1 de la même surface le long de la rue de Saint-Etienne dans le secteur du Champ du Geai, et mettre ainsi ce secteur en cohérence avec son environnement,
- de modifier le périmètre de constructibilité existant sur ce secteur pour le fixer sur la limite de voirie compte tenu de l'abandon du projet de bande cyclable dans ce secteur pour des raisons de dangerosité au niveau du giratoire.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme modifiées sont les suivantes :

- **Règlement**
  Zone Ui - articles Ui7 et Ui 10

- **Règlement graphique**
  Plan de zonage au 1/10 000
  Plan de zonage centre de la commune au 1/5 000

Règlement

Modification de l’article Ui 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives
Modification de l’article Ui 10 - Hauteur maximale des constructions

Règlement de la zone Ui avant modification

Article Ui 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche d'une limite doit au moins être égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points avec un minimum de 5 m.

Dans le secteur Uic2 de la route de Saint-Etienne

La poursuite de la requalification de ce site impose de modifier les règles d'implantation des constructions définies à l'Article 7. En effet, la forme des parcelles rend pertinent le choix de réglementer par des dispositions graphiques les règles d'implantation des futures constructions.

Ainsi le polygone d'implantation des constructions défini sur le document graphique se substituera à cet article.

Article Ui 10 - Hauteur maximale des constructions

La hauteur maximale mesurée à partir du sol naturel est fixée à 12 m au faitage de toiture,

La hauteur des clôtures ne peut excéder 1,70 m sauf en cas de reconstruction d'un mur de clôture pré- existant et pour des raisons d'harmonie avec les clôtures adjacentes Dans ce cas la hauteur sera identique à la hauteur pré- existante ou à celle des clôtures adjacentes.

Ces limites peuvent ne pas être appliquées à des dépassements ponctuels dus à des exigences fonctionnelles ou techniques, et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif.

Les autres articles du règlement ne sont pas concernés par la modification.

Règlement de la zone Ui après modification

Article Ui 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche d'une limite doit au moins être égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points avec un minimum de 5 m.

Dans le secteurUic1

Les constructions peuvent être édifiées en limite séparative lorsque des mesures sont prises pour éviter la propagation des incendies (murs coupe-feu), et que cette limite ne coïncide pas avec une zone d'habitation.

Dans le secteur Uic2 de la route de Saint-Etienne

La poursuite de la requalification de ce site impose de modifier les règles d'implantation des constructions définies à l'Article 7. En effet, la forme des parcelles rend pertinent le choix de réglementer par des dispositions graphiques les règles d'implantation des futures constructions.

Ainsi le polygone d'implantation des constructions défini sur le document graphique se substituera à cet article.

Article Ui 10 - Hauteur maximale des constructions

La hauteur maximale mesurée à partir du sol naturel est fixée à 12 m au faitage de toiture,

Dans le secteurUic1, pour les constructions sur limite séparative :

La hauteur maximale des constructions édifiées dans une bande de 0 à 5m par rapport aux limites séparatives est fixée à 6 m au faitage de toiture.

En cas de construction préexistante sur la limite séparative de la parcelle voisine, la hauteur des cosntructions comprises dans une bande de 0 à 5m pourra être majorée pour atteindre celle du bâtiment préexistant sans jamais dépasser 12m.

En cas de constructions concomitantes sur la limite séparative de deux parcelles, la hauteur des constructions comprises dans une bande de 0 à 5m devra être identique sans jamais dépasser 12m.

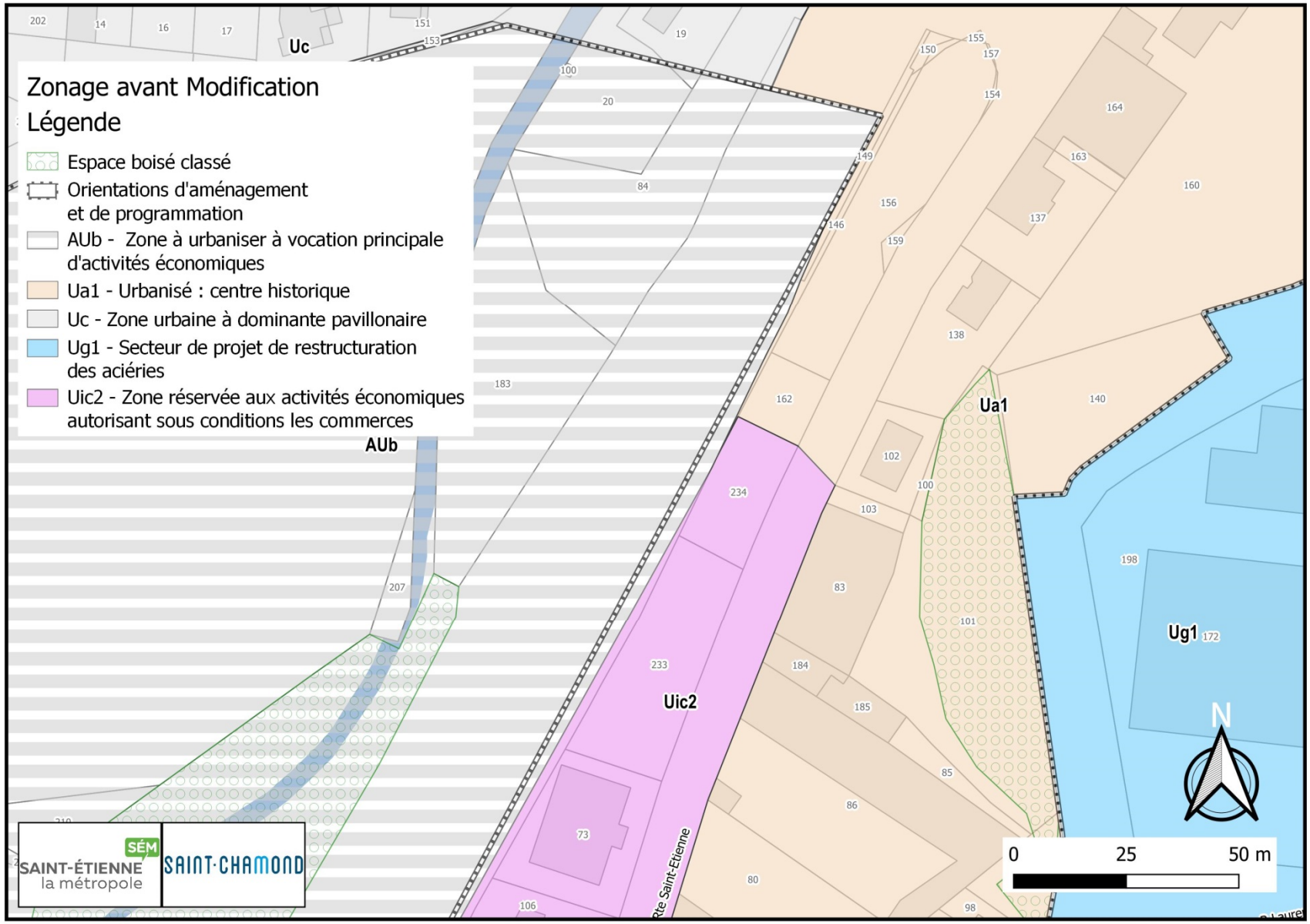
La hauteur des clôtures ne peut excéder 1,70 m sauf en cas de reconstruction d'un mur de clôture pré- existant et pour des raisons d'harmonie avec les clôtures adjacentes Dans ce cas la hauteur sera identique à la hauteur pré- existante ou à celle des clôtures adjacentes.

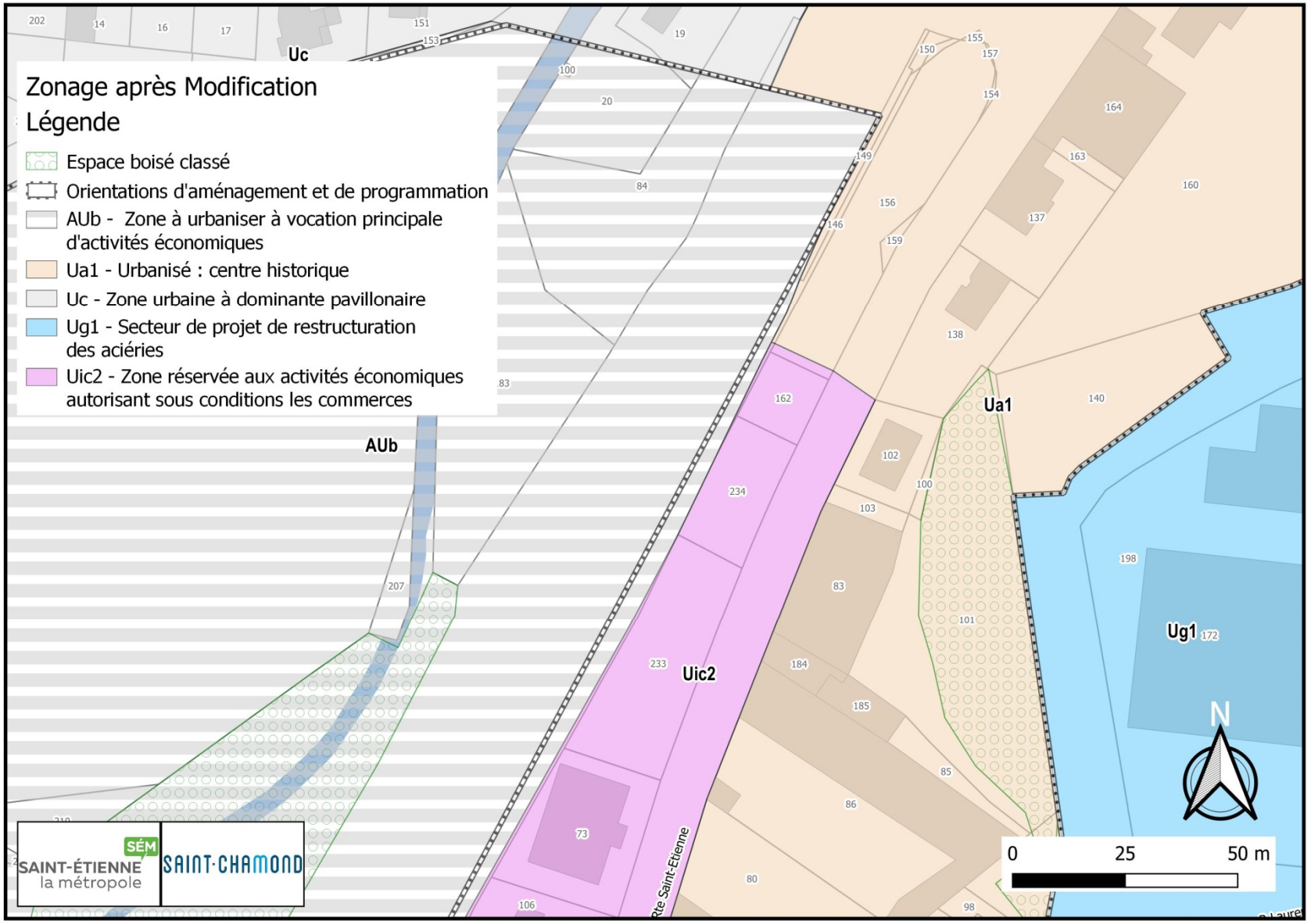
Ces limites peuvent ne pas être appliquées à des dépassements ponctuels dus à des exigences fonctionnelles ou techniques, et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif.

Les autres articles du règlement ne sont pas concernés par la modification.

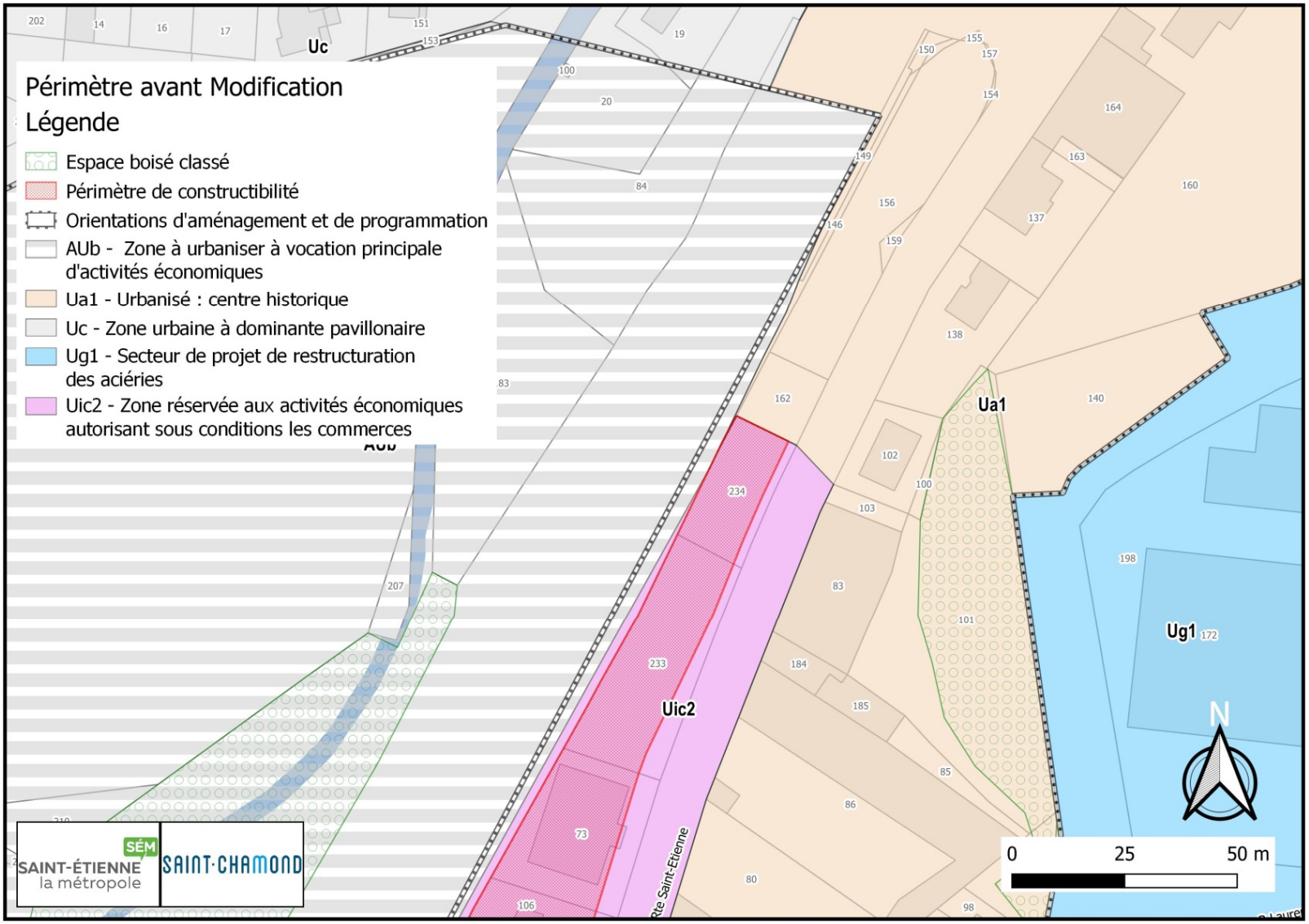
Pièce n°4 – Règlement Graphique

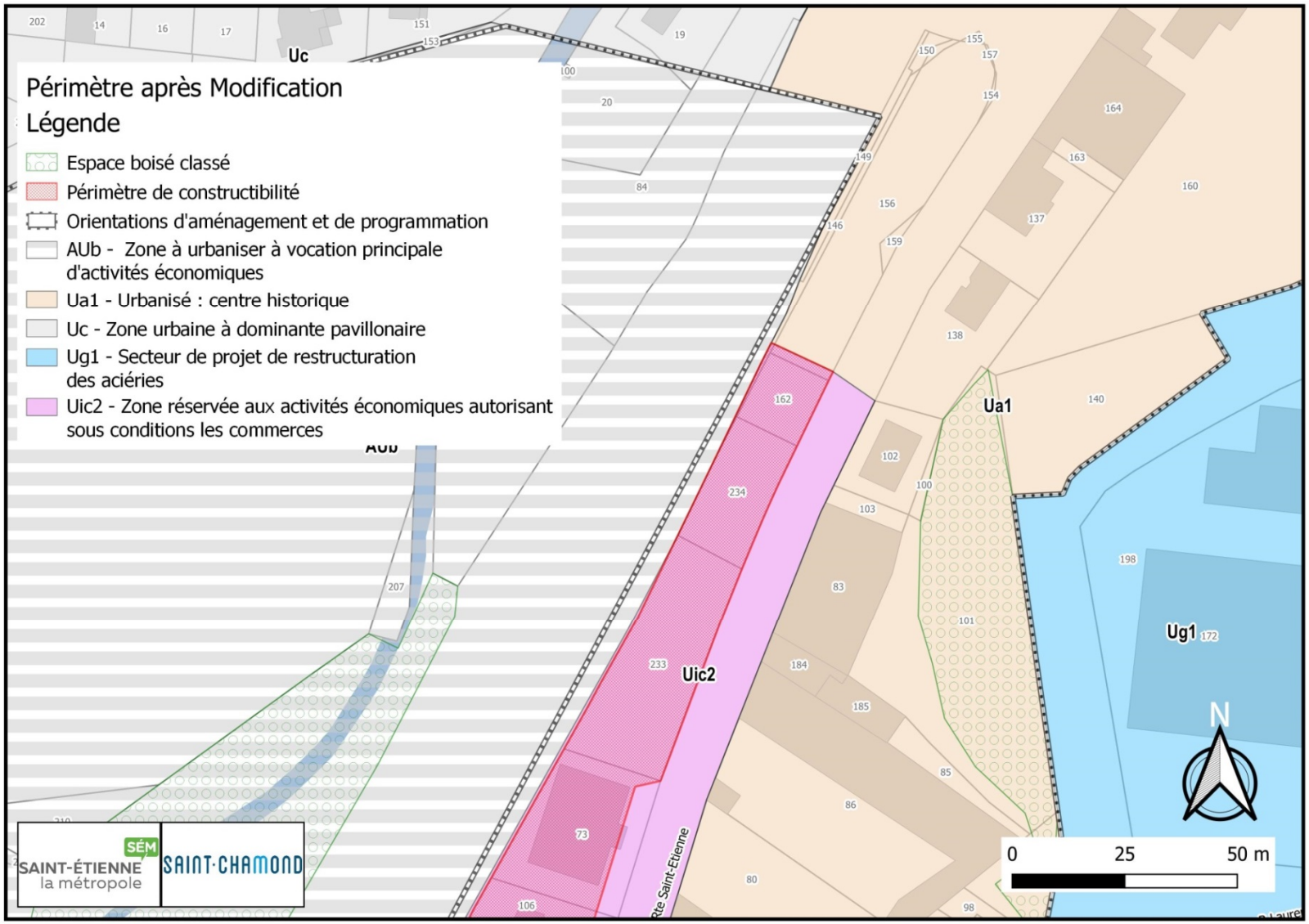
Modification du plan de zonage échelle 1/10 000 et du plan centre de la commune au 1/5 000
Modification du périmètre de constructibilité


Zonage avant Modification
Légende
Espace boisé classé
Orientations d'aménagement et de programmation
AUb - Zone à urbaniser à vocation principale d'activités économiques
Ua1 - Urbanisé : centre historique
Uc - Zone urbaine à dominante pavillonaire
Ug1 - Secteur de projet de restructuration des aciéries
Uic2 - Zone réservée aux activités économiques autorisant sous conditions les commerces
Uc
AUb
Ua1
Ug1
Uic2
Rte Saint-Etienne
N
0
25
50 m
SÉM
SAINT-ÉTIENNE la métropole
SAINT-CHAMOND


Zonage après Modification
Légende
Espace boisé classé
Orientations d'aménagement et de programmation
AUb - Zone à urbaniser à vocation principale d'activités économiques
Ua1 - Urbanisé : centre historique
Uc - Zone urbaine à dominante pavillonaire
Ug1 - Secteur de projet de restructuration des aciéries
Uic2 - Zone réservée aux activités économiques autorisant sous conditions les commerces
Uc
AUb
Ua1
Uic2
Ug1
Rte Saint-Etienne
N
0
25
50 m
SÉM
SAINT-ÉTIENNE la métropole
SAINT-CHAMOND

Modification du périmètre de constructibilité




Périmètre après Modification
Légende
Espace boisé classé
Périmètre de constructibilité
Orientations d'aménagement et de programmation
AUb - Zone à urbaniser à vocation principale d'activités économiques
Ua1 - Urbanisé : centre historique
Uc - Zone urbaine à dominante pavillonaire
Ug1 - Secteur de projet de restructuration des aciéries
Uic2 - Zone réservée aux activités économiques autorisant sous conditions les commerces
Uc
AUb
Ua1
Uic2
Ug1
Rte Saint-Etienne
N
0
25
50 m
SAINT-ÉTIENNE la métropole
SÉM
SAINT-CHAMOND

ARRETE DU PRESIDENT

ARRETE N°2019.00037

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERS (PPRM) DE LA VALLEE DU GIER - MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND

Le Président de Saint-Etienne Métropole,

Vu l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article R153-18,

Vu l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme qui indique que les servitudes mentionnées à l'article L.151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au Président de l'établissement public ou au Maire, et que ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'article L.562 du Code de l'environnement qui indique que le Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) approuvé vaut Servitude d'Utilité Publique (SUP) et qu'il doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Chamond approuvé le 04 février 2013 et dont la dernière modification date du 07 février 2019,

VU l'arrêté préfectoral n°DT-19-0158 en date du 29 mars 2019 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) sur les communes de la vallée du Gier : Cellieu, Châteauneuf, Genilac, L'Horme, La Grand'Croix, Lorette, Rive-de-Gier, Saint-Chamond, Saint-Joseph, Saint-Martin-la-Plaine, Saint-Paul-en-Jarez, Tartaras et Dargoire.

CONSIDERANT la demande de Monsieur le Préfet en date du 04 avril 2019 d'annexer au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Chamond le Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) de la vallée du Gier,

ARRETE

ARTICLE 1
Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Chamond est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2
La mise à jour a pour effet d'intégrer dans le dossier de PLU une nouvelle servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol intitulée « Plan de Prévention des Risques Miniers de la vallée du Gier» conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°DT-19-0158 en date du 29 mars 2019 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) sur les communes de la vallée du Gier : Cellieu, Châteauneuf, Genilac, L'Horme, La Grand'Croix, Lorette, Rive-de-Gier, Saint-Chamond, Saint-Joseph, Saint-Martin-la-Plaine, Saint-Paul-en-Jarez, Tartaras et Dargoire.

RECU EN PREFECTURE
Le 18 juin 2019
VIA DOTELEC - iXBus
042-244200770-20190520-A20190037I0-AR
DATE D'AFFICHAGE :18 juin 2019

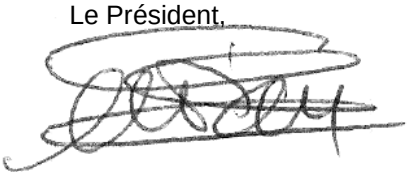
ARTICLE 3
Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins au siège de Saint-Etienne Métropole et en mairie de Saint-Chamond.

ARTICLE 4
Conformément aux dispositions prévues par l'article R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

ARTICLE 5
Madame la Directrice Générale des Services de Saint-Etienne Métropole est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond,
- notifié à Monsieur le Préfet de la Loire,
- publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Saint-Etienne, le 18/06/2019
Le Président,



Gaël PERDRIAU

SÉM
SAINT-ÉTIENNE
la métropole

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 07 FEVRIER 2019

DELIBERATION N°2019.00045

APPROBATION DE LA MODIFICATION DU PLU DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND

Le Conseil Métropolitain a été convoqué le 31 janvier 2019

Nombre de membres en exercice : 112
Nombre de présents : 70
Nombre de pouvoirs : 13
Nombre de voix : 83

Membres titulaires présents :
M. Gilles ARTIGUES, M. Jean-François BARNIER, M. Denis BARRIOL, M. Jean-Pierre BERGER, M. Eric BERLIVET, Mme Nora BERROUKECHE, M. Bernard BONNET, M. Régis CADEGROS, M. Paul CELLE, M. André CHARBONNIER, M. Jean-Yves CHARBONNIER, Mme Emmanuelle CHAROLLAIS-CHEYTION, M. Jean-Claude CHARVIN, M. Marc CHASSAUBENE, Mme Viviane COGNASSE, M. Paul CORRIERAS, Mme Anne DE BEAUMONT, M. Jean-Luc DEGRAIX, M. Frédéric DURAND, M. Bernard FAUVEL, M. Christophe FAVERJON, Mme Sylvie FAYOLLE, M. Jean-Claude FLACHAT, Mme Andonella FLECHET, Mme Nicole FOREST, M. Guy FRANCON, M. André FRIEDENBERG, M. Michel GANDILHON, M. Pascal GONON, Mme Ramona GONZALEZ GRAIL, M. Roland GOUJON, Mme Annie GREGOIRE, M. Rémy GUYOT, M. Marc JANDOT, Mme Christiane JODAR, Mme Laurence JUBAN, M. Christian JULIEN, Mme Delphine JUSSELME, Mme Siham LABICH, M. Bernard LAGET, M. Claude LIOGIER, M. Olivier LONGEON, M. Michel MAISONNETTE, M. Gérard MANET, Mme Caroline MONTAGNIER, Mme Michèle NIEBUDKOWSKI, M. Yves PARTRAT, M. Jean-Michel PAUZE, M. Gaël PERDRIAU, Mme Fabienne PERRIN, M. Marc PETIT, M. Jean-Philippe PORCHEROT, M. Hervé REYNAUD, M. Jean-Paul RIVAT, M. Marc ROSIER, M. Jean-Louis ROUSSET, Mme Monique ROVERA, M. Jean-Claude SCHALK, M. Alain SCHNEIDER, Mme Nadia SEMACHE, M. Gilbert SOULIER, M. Jean-Marc THELISSON, Mme Marie-Christine THIVANT, M. Gilles THIZY, Mme Marie-Hélène THOMAS, M. Daniel TORGUES, M. Alain VERCHERAND, Mme Anne-Françoise VIALLON, M. Enzo VIVIANI, Mme Catherine ZADRA

RECU EN PREFECTURE
Le 11 février 2019
VIA DOTELEC - iXBus
042-244200770-20190207-D2019000450-DE
DATE D'AFFICHAGE :20190211

Pouvoirs :
M. Jean-Alain BARRIER donne pouvoir à M. Christophe FAVERJON,
Mme Marie-Christine BUFFARD donne pouvoir à Mme Christiane JODAR,
M. Denis CHAMBE donne pouvoir à M. Gilles ARTIGUES,
M. Marc CHAVANNE donne pouvoir à Mme Ramona GONZALEZ GRAIL,
M. Christian FAYOLLE donne pouvoir à M. Marc ROSIER,
Mme Marie-Eve GOUTELLE donne pouvoir à Mme Nora BERROUKECHE,
M. Samy KEFI-JEROME donne pouvoir à Mme Catherine ZADRA,
M. Pascal MAJONCHI donne pouvoir à M. Michel MAISONNETTE,
Mme Brigitte MASSON donne pouvoir à M. Jean-Pierre BERGER,
M. Yves MORAND donne pouvoir à M. Jean-Marc THELISSON,
Mme Alexandra RIBEIRO CUSTODIO donne pouvoir à Mme Anne-Françoise VIALLON,
M. Joseph SOTTON donne pouvoir à Mme Sylvie FAYOLLE,
M. Stéphane VALETTE donne pouvoir à Mme Nadia SEMACHE

Membres titulaires absents excusés :
Mme Nicole AUBOURDY, M. Lionel BOUCHER, M. Henri BOUTHEON, Mme Stéphanie CALACIURA, M. Jean-Noël CORNUT, M. Gabriel DE PEYRECAVE, M. Gilles ESTABLE, Mme Marie-Dominique FAURE, M. Marc FAURE, Mme Annick FAY, M. Pierre FAYOL NOIRETERRE, M. Luc FRANCOIS, M. Daniel JACQUEMET, Mme Raphaëlle JEANSON, M. Robert KARULAK, Mme Corinne L'HARMET-ODIN, M. Yves LECOCQ, Mme Hélène LETIEVANT-PIBAROT, M. Julien LUYA, Mme Pascale MARRON, Mme Stéphanie MOREAU, Mme Djida OUCHAOUA, M. Gilles PERACHE, M. Florent PIGEON, Mme Christiane RIVIERE, M. Jean-Marc SARDAT, M. Lionel SAUGUES, M. Gérard TARDY, M. Georges ZIEGLER

Secrétaire de Séance :
M. Marc CHASSAUBENE

DELIBERATION DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 07 FEVRIER 2019

APPROBATION DE LA MODIFICATION DU PLU DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5217-2;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L 153-9 et L 153-41 ;

Vu les dispositions règlementaires du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 qui restent également applicables aux plans locaux d'urbanisme qui font l'objet, après le 1 janvier 2016, d'une procédure de modification ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L120-1 et suivants

Vu l'arrêté n°2018.00227 du Président de Saint-Etienne Métropole en date du 31 août 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Chamond ;

Vu le dossier de modification du PLU soumis à enquête publique ;

Vu les avis des personnes publiques associées ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 26 novembre 2018 ;

Il est rappelé que la modification porte sur les points suivants :

- Secteur de Chavanne : faciliter la reconversion du site de l'ancien centre médical aujourd'hui fermé,
- Faire évoluer les emplacements réservés pour tenir compte des évolutions des équipements et infrastructures projetés sur la ville,
- Rectifier à la marge le zonage sur la bibliothèque de la Soie d'izieux,
- Supprimer les zones d'aléas d'inondation du PLU mises en place dans l'attente du PPRi, celui-ci étant maintenant approuvé,
- Intégrer les évolutions du site de renouvellement urbain de Novaciéries,
- Permettre l'aménagement d'une halle multisports à la Varizelle,

La Chambre d'agriculture a émis un avis favorable sur le projet de modification.

Le SCoT Sud Loire a émis un avis favorable sur l'ensemble des points de la modification. Toutefois concernant la reconversion du site l'ancien centre médical de Chavanne, le Syndicat mixte formule des conditions à son avis, il demande de diminuer les extensions prévues dans des hameaux sur des espaces agri-naturels et de modifier les règles de l'orientation d'aménagement et de programmation afin d'avoir une opération plus qualitative.

Les autres personnes publiques associées n'ont pas émis d'avis.

L'enquête publique organisée par arrêté du Président de Saint-Etienne Métropole en date du 31 aout 2018 s'est déroulée du 24 septembre 2018 au 25 octobre 2018 inclus en mairie de Saint-Chamond et au siège de Saint-Etienne Métropole.

Vingt et une personnes se sont présentées au cours des trois permanences, dix-huit observations ont été formulées dont dix concernent le secteur de la Varizelle et de Chavanne et huit portent sur des questions ou demandes hors secteur de la modification.

Les remarques du public ne portant pas sur un des points de la modification n'appellent pas à une réponse de la part de Saint-Etienne Métropole.

Concernant les remarques du public sur le secteur de Chavanne, elles portent principalement sur la préservation du parc et l'intégration paysagère des constructions nouvelles dans le site.

Concernant le secteur de la Varizelle, le public se questionne sur les aménagements futurs et sur la gestion de la circulation qui découlera de l'ouvrage.

La modification vise à inscrire dans le document d'urbanisme un emplacement réservé qui correspond à l'emprise du projet de construction d'un nouvel échangeur pour le réaménagement du système de voirie entre la route de la Varizelle, la route du 17 octobre 1961 et la RN 88. Une enquête publique spécifiquement dédiée au projet de création d'un échangeur sera prévue courant 2019. A cette occasion les habitants pourront aussi s'exprimer. C'est après cette phase d'études préalables que le programme sera arrêté et que la conception détaillée sera connue.

Après analyse des observations du public, des avis des personnes publiques associées et des observations en réponse de Saint-Etienne Métropole, le commissaire enquêteur émet un avis favorable sur le projet de modification du PLU et formule une réserve concernant le projet de constructions supplémentaires dans le parc de Chavanne. Il émet également quelques recommandations pour l'amélioration éventuelle du projet.

Sur avis favorable de la commune de Saint-Chamond, sur recommandation du commissaire enquêteur, pour prendre en compte le sens des observations du Syndicat mixte du SCoT Sud Loire, et considérant la pertinence de certaines remarques au regard du projet urbain, il est proposé de compléter le dossier et notamment l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sur le secteur de Chavanne.

Concernant les constructions supplémentaires dans le parc, le présent dossier vise principalement à permettre la réhabilitation de l'ancien hôpital de Chavanne, afin de ne pas favoriser la naissance d'une friche dans le paysage. Cette réhabilitation s'inscrit en cohérence avec les orientations du PLH3. L'implantation de constructions nouvelles dans le parc de Chavanne est autorisée dans le cadre de cette opération globale.

Il est proposé dans le cadre de l'approbation de cette modification en réponse aux interrogations du commissaire enquêteur, du Syndicat mixte du SCoT Sud Loire et du public, de mettre en œuvre des dispositions pour échelonner la réalisation de l'opération. L'OAP indiquera ainsi que la réalisation des constructions nouvelles dans le parc sera subordonnée à la réhabilitation et à la pré-commercialisation d'une partie des logements aménagés dans l'ancien hôpital.

De plus l'OAP sera complétée afin d'encadrer l'urbanisation du parc (nombre de logements, formes urbaines), pour répondre aux enjeux de diversification de l'habitat et de densification que l'on retrouve dans le PADD.

Enfin, l'OAP sera complétée afin de garantir le respect de l'architecture et son intégration dans l'environnement, et précisera, pour répondre à l'interrogation du commissaire enquêteur sur le stationnement, les secteurs d'implantation de ceux-ci dans le plan d'aménagement d'ensemble.

Les autres remarques ne nécessitent pas de reprises du dossier de modification avant son approbation.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du département de la Loire. Elle fera l'objet d'un affichage au siège de Saint-Etienne Métropole et dans la commune de Saint-Chamond. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département .La délibération sera publiée au recueil des actes administratifs.

Le dossier de modification, dans sa forme approuvée, sera tenu à la disposition du public à la mairie de Saint-Chamond et au siège de Saint-Etienne Métropole aux jours et heures d'ouverture au public.

Le Conseil Métropolitain, après en avoir délibéré :

- ***approuve le dossier de modification du PLU de la commune de Saint-Chamond ;***

- ***autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tous les documents relatifs à cette procédure ;***

- ***les dépenses correspondantes à la conduite de cette procédure seront imputées à l'opération n°416, article 202, du budget investissement 2019 Prospective destination planification***

Ce dossier a été adopté à l'unanimité.

Pour extrait,
Le Président,



Gaël PERDRIAU

SÉM
SAINT-ÉTIENNE
la métropole

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 28 JUIN 2018

DELIBERATION N°2018.00225

ACTUALISATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE SAINT-CHAMOND SUITE A UNE ANNULATION PARTIELLE

Le Conseil Métropolitain a été convoqué le 21 juin 2018

Nombre de membres en exercice : 112
Nombre de présents : 59
Nombre de pouvoirs : 20
Nombre de voix : 79

Membres titulaires présents :
M. Gilles ARTIGUES, M. Jean-François BARNIER, M. Jean-Alain BARRIER, M. Denis BARRIOL, M. Jean-Pierre BERGER, M. Bernard BONNET, M. Régis CADEGROS, Mme Stéphanie CALACIURA, M. Paul CELLE, M. Denis CHAMBE, M. André CHARBONNIER, M. Jean-Yves CHARBONNIER, Mme Emmanuelle CHAROLLAIS-CHEYTION, M. Jean-Claude CHARVIN, M. Marc CHASSAUBENE, M. Jean-Noël CORNUT, M. Jean-Luc DEGRAIX, M. Frédéric DURAND, M. Bernard FAUVEL, M. Christophe FAVERJON, Mme Annick FAY, Mme Sylvie FAYOLLE, Mme Andonella FLECHET, Mme Nicole FOREST, M. Guy FRANCON, M. Michel GANDILHON, M. Pascal GONON, Mme Ramona GONZALEZ GRAIL, M. Roland GOUJON, M. Rémy GUYOT, M. Marc JANDOT, Mme Christiane JODAR, Mme Laurence JUBAN, Mme Delphine JUSSELME, M. Robert KARULAK, Mme Siham LABICH, M. Claude LIOGIER, M. Pascal MAJONCHI, M. Gérard MANET, Mme Brigitte MASSON, M. Yves PARTRAT, M. Jean-Michel PAUZE, M. Gaël PERDRIAU, M. Marc PETIT, M. Jean-Philippe PORCHEROT, M. Hervé REYNAUD, Mme Alexandra RIBEIRO CUSTODIO, M. Jean-Paul RIVAT, M. Marc ROSIER, M. Jean-Louis ROUSSET, Mme Monique ROVERA, M. Joseph SOTTON, M. Gilbert SOULIER, M. Jean-Marc THELISSON, Mme Marie-Christine THIVANT, M. Gilles THIZY, Mme Marie-Hélène THOMAS, Mme Anne-Françoise VIALLON, M. Enzo VIVIANI

REÇU EN PREFECTURE
Le 29 juin 2018
VIA DOTELEC - iXBus
042-244200770-20180330-D2018002250-DE
DATE D'AFFICHAGE :20180629

Pouvoirs :
Mme Nora BERROUKECHE donne pouvoir à M. Marc CHASSAUBENE,
M. Lionel BOUCHER donne pouvoir à M. Gilles ARTIGUES,
Mme Marie-Christine BUFFARD donne pouvoir à Mme Christiane JODAR,
M. Marc CHAVANNE donne pouvoir à Mme Marie-Christine THIVANT,
M. Paul CORRIERAS donne pouvoir à M. Denis CHAMBE,
Mme Marie-Dominique FAURE donne pouvoir à Mme Siham LABICH,
M. Marc FAURE donne pouvoir à M. Jean-Alain BARRIER,
M. Jean-Claude FLACHAT donne pouvoir à M. Hervé REYNAUD,
Mme Marie-Eve GOUTELLE donne pouvoir à M. Jean-Pierre BERGER,
M. Daniel JACQUEMET donne pouvoir à M. Gaël PERDRIAU,
M. Bernard LAGET donne pouvoir à M. Jean-Noël CORNUT,
Mme Hélène LETIEVANT-PIBAROT donne pouvoir à Mme Annick FAY,
M. Olivier LONGEON donne pouvoir à Mme Marie-Hélène THOMAS,
M. Yves MORAND donne pouvoir à M. Jean-Marc THELISSON,
Mme Michèle NIEBUDKOWSKI donne pouvoir à M. Jean-Philippe PORCHEROT,
Mme Djida OUCHAOUA donne pouvoir à M. Christophe FAVERJON,
Mme Christine ROUX donne pouvoir à M. Paul CELLE,
M. Jean-Marc SARDAT donne pouvoir à M. Gilbert SOULIER,
Mme Catherine ZADRA donne pouvoir à Mme Alexandra RIBEIRO CUSTODIO,
M. Georges ZIEGLER donne pouvoir à Mme Brigitte MASSON

Membres titulaires absents excusés :
Mme Nicole AUBOURDY, M. Eric BERLIVET, M. Henri BOUTHEON, Mme Anne DE BEAUMONT, M. Gabriel DE PEYRECAVE, M. Gilles ESTABLE, M. Pierre FAYOL NOIRETERRE, M. Christian FAYOLLE, M. Luc FRANCOIS, M. André FRIEDENBERG, Mme Annie GREGOIRE, Mme Raphaëlle JEANSON, M. Christian JULIEN, M. Samy KEFI-JEROME, Mme Corinne L'HARMET-ODIN, M. Yves LECOCQ, M. Julien LUYA, M. Michel MAISONNETTE, Mme Pascale MARRON, Mme Caroline MONTAGNIER, Mme Stéphanie MOREAU, M. Gilles PERACHE, Mme Fabienne PERRIN, M. Florent PIGEON, Mme Christiane RIVIERE, M. Lionel SAUGUES, M. Jean-Claude SCHALK, M. Alain SCHNEIDER, Mme Nadia SEMACHE, M. Gérard TARDY, M. Daniel TORGUES, M. Stéphane VALETTE, M. Alain VERCHERAND

Secrétaire de Séance :
M. Marc CHASSAUBENE

DELIBERATION DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 28 JUIN 2018

ACTUALISATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE SAINT-CHAMOND SUITE A UNE ANNULATION PARTIELLE

PREAMBULE

La commune de Saint-Chamond a approuvé par délibération en date du 04 février 2013 son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Par décision en date du 14 mai 2013, le maire de la commune de Saint-Chamond a rejeté le recours gracieux présenté par Monsieur Donabedian.

Par jugement en date du 27 septembre 2016 rendu par le Tribunal Administratif de Lyon, le PLU a été partiellement annulé. Cette annulation porte sur les parcelles dont Monsieur Donabedian est propriétaire, c'est-à-dire les parcelles cadastrées section AL n°375 et n°385, situées au lieu-dit « Les Brosses » à Saint-Chamond.

PRESENTATION

Les parcelles cadastrés section AL n°375 et n°385 ont été classées en zone A (zone agricole) lors de l'approbation du PLU de la commune de Saint-Chamond.

Le jugement du Tribunal Administratif a annulé le classement de ces parcelles en zone agricole. Cette annulation entraine le retour du classement précédent. En effet, l'article L600-12 du Code de l'urbanisme prévoit que l'annulation d'un document d'urbanisme a pour effet de remettre en vigueur le document d'urbanisme immédiatement antérieur. Dans le document d'urbanisme précédant le PLU, c'est-à-dire le Plan d'Occupation des Sols (POS), ces deux parcelles étaient classées en zone ND (zone naturelle).

L'article L153-7 du Code de l'urbanisme stipule que l'autorité compétente élabore sans délai les nouvelles dispositions du plan applicables à la partie du territoire communal concernée par l'annulation, en cas d'annulation partielle par voie juridictionnelle d'un Plan Local d'Urbanisme.

Les parcelles concernées sont situées dans un secteur hors de l'enveloppe urbanisée et en bordure de l'A47 et donc soumis à l'article L111-6 et suivant du Code de l'urbanisme (amendement Dupont) : « *En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du Code de la voirie routière et de 75m de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation* ».

Les parcelles concernées sont entièrement situées dans la bande de 100m à compter de l'axe autoroutier, les constructions y sont donc interdites.

Par ailleurs, la connaissance acquise grâce à l'Observatoire Régional Harmonisé Auvergne-Rhône-Alpes des Nuisances Environnementales (ORHANE), mis en œuvre dans le cadre du Plan Régional Santé Environnement 2, atteste du caractère dégradé de la qualité de l'air et de la forte exposition au bruit de ces parcelles.

De façon cohérente, il est donc proposé un classement des parcelles cadastrées section AL n°375 et n°385 en zone naturelle (N).

NOUVELLE DISPOSITION DU PLU

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5217-2 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L151-1 et suivants, R151-1 et suivants, et L.153-9 et L151-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Saint-Chamond en date du 23 janvier 2007 ayant prescrit la mise en révision du PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Saint-Chamond date du 04 février 2013 ayant approuvé la révision du PLU ;

Vu la décision de la commune de Saint-Chamond en date du 14 mai 2013 portant rejet du recours gracieux de M Donabedian ;

Vu le jugement du Tribunal Administratif de Lyon en date du 27 septembre 2016 qui annule la décision du 14 mai 2013 ainsi que la délibération du 04 février 2013 en tant que le PLU de la commune de Saint-Chamond classe les parcelles n°375 et n°385 situées au lieu-dit « Les Brosses » en zone A ;

Vu l'article L153-7 du Code de l'urbanisme qui stipule que l'autorité compétente élabore sans délai les nouvelles dispositions du plan applicables à la partie du territoire communal concernée par l'annulation, en cas d'annulation partielle par voie juridictionnelle d'un Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Nantes en date du 09 janvier 2017, sur la base duquel, il appartient à l'autorité compétente de corriger les vices affectant partiellement un PLU par une simple délibération adoptant les nouvelles dispositions du plan, sans nécessité de procéder à une nouvelle procédure (d'élaboration, de révision ou de modification) ;

Considérant le Code de l'urbanisme et notamment son article L111-6 qui interdit les constructions ou installations dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe des autoroutes ;

Considérant la qualité dégradée de la qualité de l'air et la forte exposition aux nuisances sonores, établies par l'Observatoire Régional Harmonisé Auvergne-Rhône-Alpes des Nuisances Environnementales (ORHANE), de ces parcelles ;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Département de la Loire et à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage à Saint-Etienne Métropole et à la Mairie de Saint-Chamond pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également au recueil des actes administratifs de Saint-Etienne Métropole.

La délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité listées ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Le Conseil Métropolitain, après en avoir délibéré :

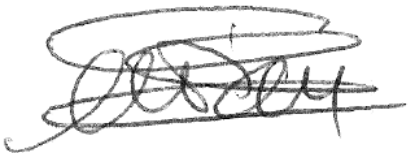
- ***approuve l'actualisation du règlement graphique du PLU de Saint-Chamond en application du jugement du Tribunal Administratif : classement en zone naturelle (N) au PLU de Saint-Chamond des parcelles cadastrés section AL n°375 et n°385 ;***

- ***autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tous documents relatifs à cette procédure ;***

- ***les dépenses correspondantes à la conduite de cette procédure seront imputées à l'opération N°416, article 202, du budget investissement 2018 Prospective, destination Planification.***

Ce dossier a été adopté à l'unanimité.

Pour extrait,
Le Président,



Gaël PERDRIAU

SÉM
SAINT-ÉTIENNE
la métropole

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 28 JUIN 2018

DELIBERATION N°2018.00224

APPROBATION DE LA REVISION ALLEGEE DU PLU DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND

Le Conseil Métropolitain a été convoqué le 21 juin 2018

Nombre de membres en exercice : 112
Nombre de présents : 59
Nombre de pouvoirs : 20
Nombre de voix : 79

Membres titulaires présents :
M. Gilles ARTIGUES, M. Jean-François BARNIER, M. Jean-Alain BARRIER, M. Denis BARRIOL, M. Jean-Pierre BERGER, M. Bernard BONNET, M. Régis CADEGROS, Mme Stéphanie CALACIURA, M. Paul CELLE, M. Denis CHAMBE, M. André CHARBONNIER, M. Jean-Yves CHARBONNIER, Mme Emmanuelle CHAROLLAIS-CHEYTION, M. Jean-Claude CHARVIN, M. Marc CHASSAUBENE, M. Jean-Noël CORNUT, M. Jean-Luc DEGRAIX, M. Frédéric DURAND, M. Bernard FAUVEL, M. Christophe FAVERJON, Mme Annick FAY, Mme Sylvie FAYOLLE, Mme Andonella FLECHET, Mme Nicole FOREST, M. Guy FRANCON, M. Michel GANDILHON, M. Pascal GONON, Mme Ramona GONZALEZ GRAIL, M. Roland GOUJON, M. Rémy GUYOT, M. Marc JANDOT, Mme Christiane JODAR, Mme Laurence JUBAN, Mme Delphine JUSSELME, M. Robert KARULAK, Mme Siham LABICH, M. Claude LIOGIER, M. Pascal MAJONCHI, M. Gérard MANET, Mme Brigitte MASSON, M. Yves PARTRAT, M. Jean-Michel PAUZE, M. Gaël PERDRIAU, M. Marc PETIT, M. Jean-Philippe PORCHEROT, M. Hervé REYNAUD, Mme Alexandra RIBEIRO CUSTODIO, M. Jean-Paul RIVAT, M. Marc ROSIER, M. Jean-Louis ROUSSET, Mme Monique ROVERA, M. Joseph SOTTON, M. Gilbert SOULIER, M. Jean-Marc THELISSON, Mme Marie-Christine THIVANT, M. Gilles THIZY, Mme Marie-Hélène THOMAS, Mme Anne-Françoise VIALLON, M. Enzo VIVIANI

REÇU EN PREFECTURE
Le 29 juin 2018
VIA DOTELEC - iXBus
042-244200770-20180504-D20180022410-DE
DATE D'AFFICHAGE :20180629

Pouvoirs :
Mme Nora BERROUKECHE donne pouvoir à M. Marc CHASSAUBENE,
M. Lionel BOUCHER donne pouvoir à M. Gilles ARTIGUES,
Mme Marie-Christine BUFFARD donne pouvoir à Mme Christiane JODAR,
M. Marc CHAVANNE donne pouvoir à Mme Marie-Christine THIVANT,
M. Paul CORRIERAS donne pouvoir à M. Denis CHAMBE,
Mme Marie-Dominique FAURE donne pouvoir à Mme Siham LABICH,
M. Marc FAURE donne pouvoir à M. Jean-Alain BARRIER,
M. Jean-Claude FLACHAT donne pouvoir à M. Hervé REYNAUD,
Mme Marie-Eve GOUTELLE donne pouvoir à M. Jean-Pierre BERGER,
M. Daniel JACQUEMET donne pouvoir à M. Gaël PERDRIAU,
M. Bernard LAGET donne pouvoir à M. Jean-Noël CORNUT,
Mme Hélène LETIEVANT-PIBAROT donne pouvoir à Mme Annick FAY,
M. Olivier LONGEON donne pouvoir à Mme Marie-Hélène THOMAS,
M. Yves MORAND donne pouvoir à M. Jean-Marc THELISSON,
Mme Michèle NIEBUDKOWSKI donne pouvoir à M. Jean-Philippe PORCHEROT,
Mme Djida OUCHAOUA donne pouvoir à M. Christophe FAVERJON,
Mme Christine ROUX donne pouvoir à M. Paul CELLE,
M. Jean-Marc SARDAT donne pouvoir à M. Gilbert SOULIER,
Mme Catherine ZADRA donne pouvoir à Mme Alexandra RIBEIRO CUSTODIO,
M. Georges ZIEGLER donne pouvoir à Mme Brigitte MASSON

Membres titulaires absents excusés :
Mme Nicole AUBOURDY, M. Eric BERLIVET, M. Henri BOUTHEON, Mme Anne DE BEAUMONT, M. Gabriel DE PEYRECAVE, M. Gilles ESTABLE, M. Pierre FAYOL NOIRETERRE, M. Christian FAYOLLE, M. Luc FRANCOIS, M. André FRIEDENBERG, Mme Annie GREGOIRE, Mme Raphaëlle JEANSON, M. Christian JULIEN, M. Samy KEFI-JEROME, Mme Corinne L'HARMET-ODIN, M. Yves LECOCQ, M. Julien LUYA, M. Michel MAISONNETTE, Mme Pascale MARRON, Mme Caroline MONTAGNIER, Mme Stéphanie MOREAU, M. Gilles PERACHE, Mme Fabienne PERRIN, M. Florent PIGEON, Mme Christiane RIVIERE, M. Lionel SAUGUES, M. Jean-Claude SCHALK, M. Alain SCHNEIDER, Mme Nadia SEMACHE, M. Gérard TARDY, M. Daniel TORGUES, M. Stéphane VALETTE, M. Alain VERCHERAND

Secrétaire de Séance :
M. Marc CHASSAUBENE

DELIBERATION DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 28 JUIN 2018

APPROBATION DE LA REVISION ALLEGEE DU PLU DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND

PREAMBULE

Introduit par la loi « Solidarité et Renouvellement Urbain » du 13 décembre 2000, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est le principal document de planification de l'urbanisme au niveau communal ou intercommunal.

Il exprime et traduit le projet global d'aménagement du territoire et fixe en conséquence les règles d'aménagement et d'utilisation des sols. Il s'agit du document cadre pour la délivrance des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, déclaration préalable,….).

Plusieurs lois ont fait évoluer ce document ces dernières années, notamment la loi Grenelle 2 ou « Engagement National pour l'Environnement » du 12 juillet 2010, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 et la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015.

La commune de Saint-Chamond est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 04 février 2013. Compte-tenu de sa période d'élaboration et du temps nécessaire à la mise en place des décrets d'application, le PLU de Saint-Chamond n'a pas pu intégrer tous les dispositifs de la loi ENE, ni des suivantes. Par ailleurs, de nouvelles connaissances, notamment en matière environnementale, doivent permettre d'actualiser avec pertinence le document initial.

Au regard de l'importance des projets dans cette commune, qui occupe la seconde place en terme de démographie à l'échelle du département, il est apparu opportun, dès lors que le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) n'était pas remis en cause, d'actualiser le PLU approuvé en 2013 par une procédure de révision allégée. L'objectif est de permettre le développement de la commune, en intégrant notamment le bénéfice des nouvelles dispositions offertes par le Code de l'urbanisme.

PRESENTATION DU DOSSIER DE REVISION ALLEGEE DU PLU

I. Les objectifs de la révision allégée

La procédure de révision allégée n°1 du PLU de Saint-Chamond a pour objectif d'intégrer les législations intervenues (Lois Grenelle, ALUR et suivantes) et notamment de :

- confirmer les objectifs de maîtrise de la consommation d'espace qui avaient été définis lors de l'élaboration du PLU et exposés dans le rapport de présentation,
- intégrer la partie législative de la nouvelle codification du Code de l'urbanisme entrée en vigueur au 1er janvier 2016, dans une mise à jour du règlement,

- adapter l'intégration de la trame verte et bleue dans le PLU en tenant compte des connaissances nouvelles établies depuis son approbation (mise à jour des protections des zones humides, notamment sur la Varizelle, liées à la nouvelle connaissance amenée par les inventaires et études récentes, et introduire une bande de protection des trames bleues dans le règlement),
- supprimer les secteurs Nh (hameaux) et introduire dans le règlement des zones agricoles (A) et naturelles (N) les possibilités de gestion des constructions existantes comme le permet le Code de l'urbanisme actuellement.

Bien que non précisé dans la délibération de prescription, cette procédure pourrait également constituer une opportunité pour prendre acte d'un jugement intervenu annulant certaines dispositions du PLU sur une partie de la commune et remettant en vigueur les dispositions antérieures.

II. Rappel des principales étapes

- la prescription de la révision allégée du PLU de Saint-Chamond a été décidée par le Conseil communautaire de Saint-Etienne Métropole le 11 mai 2017 ;
- la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) a décidé, le 05 octobre 2017, après examen au cas par cas, de ne pas soumettre le projet de révision allégée du PLU de Saint-Chamond à évaluation environnementale ;
- le bilan de la concertation a été tiré et le projet de révision allégée du PLU a été arrêté par le Conseil communautaire le 07 décembre 2017 ;
- la réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées s'est déroulée le 08 janvier 2018. Le procès-verbal de cette réunion leur a été adressé le 14 février 2018 ;
- la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers de la Loire (CDPENAF) a émis son avis le 16 janvier 2018 ;
- l'enquête publique s'est déroulée du 15 mars 2018 au 16 avril 2018.

III. Les avis sur le projet de révision allégée du PLU

L'avis des Personnes Publiques Associées (PPA)

Le dossier de révision allégée du PLU a été transmis aux Personnes Publiques Associées. Conformément aux dispositions de l'article L 153-34 du Code de l'urbanisme, il a fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint le 08 janvier 2018, à laquelle ont participé les représentants de l'Etat, du Syndicat Mixte du SCoT Sud-Loire, de la commune de Saint-chamond et de Saint-Etienne Métropole. Cette réunion a donné lieu à l'établissement d'un procès-verbal, qui a été joint au dossier soumis à l'enquête publique.

L'examen des observations et demandes a été consigné dans le procès-verbal :

- Avis favorable de l'Etat, avec la demande de prise en compte de 6 remarques ;
- Avis favorable du Syndicat Mixte du SCoT Sud Loire, avec la demande de prise en compte de 8 points ;

La CDPENAF a émis un avis favorable sans réserve au titre de l'article L 153-17 du Code de l'urbanisme et un avis favorable avec réserve au titre des articles L 151-12 et L151-13 du Code de l'urbanisme.

Les réponses apportées à ces différents points sont indiquées au point IV « les principales réponses et modifications apportées au dossier ».

Les remarques formulées lors de l'enquête publique :

L'enquête publique s'est déroulée du 15 mars 2018 au 16 avril 2018 inclus. 5 permanences ont été assurées par le commissaire enquêteur. Madame le Commissaire enquêteur a reçu 32 visites, et une personne s'est présentée hors permanences. 10 observations écrites ont été consignées sur le registre ouvert en mairie de Saint-Chamond. 7 personnes ont déposé des courriers et/ou document dont 1 à l'adresse mail du Commissaire enquêteur. Aucune observation n'a été portée sur le registre ouvert au siège de Saint-Etienne métropole. La possibilité de déposer des observations par voie électronique sur le site de SEM n'a pas été utilisée.

Les requêtes exprimées par le public sont pour la plupart sans rapport avec l'objet de l'enquête publique de la révision allégée du PLU. De façon synthétique, elles peuvent être classées comme suit :

- 10 visites pour information
- 11 demandes relatives à des demandes de classement de terrains en zone constructible
- 3 demandes de changement de destination d'un bâtiment agricole
- 2 demandes relatives à la zone humide de la Varizelle
- 7 demandes relevant des compétences du maire (ADS, police du maire, projets locaux, etc.)

Le rapport du Commissaire enquêteur

Le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable assorti de la réserve d'ordre général qu'il soit tenu le meilleur compte possible de ses avis ou remarques contenus dans son rapport.

Les suites données à ses demandes sont indiquées au point IV.

IV. Les principales modifications apportées au dossier

Après examen conjoint du projet par les Personnes Publiques Associées, lecture du rapport du Commissaire enquêteur et des remarques formulées par le public lors de l'enquête publique, il a été décidé d'apporter des modifications au projet de révision allégée du PLU de Saint-Chamond, sans remettre en cause son économie générale.

1 – Modifications suite à la réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées :

1.1 – Avis favorable de l'Etat sous réserve de la prise en compte de 6 remarques :

- 1.1.1 Dans le règlement, interdire l'implantation de toute construction, imperméabilisation, affouillement, exhaussement et drainage dans le périmètre des corridors écologiques
  Prise en compte : Le règlement du PLU est modifié en conséquence

- 1.1.2 Mettre le règlement des zones A (agricole) ou N (naturelle) en accord avec la doctrine de la CDPENAF ou être plus restrictif
  Prise en compte : Le règlement des zones A et N est aligné sur la doctrine de la CDPENAF de la Loire (limite de la surface extension + existant à 250 m², distance entre les annexes et le bâtiment principal ramenée à 20m au lieu de 30m, surface totale des annexes = 50 m²).

- 1.1.3 Dans les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) crées à l'occasion de cette procédure pour gérer l'évolution des activités économiques, supprimer les règles liées à l'évolution des habitations (changement de destination, piscines, extensions et annexes à l'habitation) et augmenter la surface limite de constructions autorisées.
  Prise en compte : Le règlement est modifié en conséquence.

- 1.1.4 Proposer un autre indice que « i » pour identifier les STECAL afin d'éviter tout risque de confusion avec l'indice des zones inondables.
  Prise en compte : Les STECAL seront identifiés avec l'indice « K ».

- 1.1.5 Retirer de la liste des bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination le bâtiment identifié sous le numéro 11, à La Rivoire, qui ne répond pas aux critères de qualité architecturale attendus (présence de moellons contemporains)
  Prise en compte : Retrait du bâtiment de la liste et du règlement graphique.

- 1.1.6 Retirer de la procédure de révision allégée du PLU la prise en compte du jugement du Tribunal Administratif de Lyon du 28 septembre 2016 relatif au classement des parcelles cadastrées section AL n°375 et 385, puisque ce point ne figure pas dans les objectifs de la délibération de prescription de la révision allégée. Répondre aux dispositions de l'article L153-7 du Code de l'urbanisme en ayant recours à une simple délibération du Conseil Métropolitain, comme l'autorise la jurisprudence d'un récent jugement de la Cour d'Appel Administrative de Nantes.
  Prise en compte : Ce point est retiré par souci de respect de la procédure. Le Conseil Métropolitain mettra en œuvre les conséquences du jugement par une délibération spécifique.

1.2 – Avis favorable du SCoT Sud Loire sous réserve de la prise en compte des 8 remarques :

- 1.2.1 Analyser les autres types de consommation d'espace que ceux liés à l'habitat (économie, infrastructures, équipement)
  Prise en compte : Le chiffrage des objectifs de maîtrise de la consommation d'espace intégrés dans le PADD relève d'une simple mise en conformité avec les dispositions de la loi ENE. La révision allégée ne peut pas avoir comme incidence de modifier le contenu et les orientations du PADD.

- 1.2.2 Prolonger vers le Sud le tracé d'un des corridors écologiques, son tracé actuel donne l'impression qu'il n'y a pas de continuité et qu'il n'est pas lié à un cœur vert ou à un réservoir de biodiversité comme le demande le SCoT.
  Prise en compte : Le règlement graphique est modifié en conséquence.

- 1.2.3 Identifier le corridor d'échelle Sud-Loire situé en partie Sud-Ouest de la commune
  Prise en compte : Le règlement graphique est modifié en conséquence.

- 1.2.4 Identifier le corridor d'échelle Sud-Loire de Saint-Jean-Bonnefonds
  Prise en compte : Le règlement graphique est modifié en conséquence.

- 1.2.5 Matérialiser graphiquement la limite intangible à l'urbanisation dans la zone agricole (A) « aux Sagnes »
  Prise en compte : le règlement graphique est modifié en conséquence.

- 1.2.6 Dans le règlement, interdire l'implantation de toute construction, imperméabilisation, affouillement, exhaussement et drainage dans le périmètre des corridors écologiques
  Prise en compte : Le règlement est modifié en conséquence.

- 1.2.7 Dans les zones agricoles (A) et naturelles (N), interdire les unités de production solaire sur les sols non-stériles
  Prise en compte : Le règlement est modifié en conséquence.

- 1.2.8 Dans les zones A et N, autoriser les extensions et le annexes en fixant en référence la date d'approbation de la révision allégée du PLU
  Prise en compte : Cette demande n'est pas prise en compte car dépourvue d'intérêt. En effet, les demandes d'autorisations du droit des sols sont instruites par rapport à la situation existante sur le terrain au moment du dépôt de la demande. Si la surface existante est déjà égale ou supérieure à 250 m², aucune extension ne sera autorisée, il en est de même s'il existe déjà 2 annexes ou une annexe mais atteignant 50 m² de surface.

1.5 - Avis favorable de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers de la Loire (CDPENAF) qui demande notamment de :

- 1.5.1 Fixer une distance de 20 mètres entre les annexes et le bâtiment principal d'habitation
  Prise en compte : Le PLU est modifié en conséquence.

- 1.5.2 Dans les STECAL Ai et Ni, limiter les prescriptions du règlement aux seules activités artisanales et étudier l'opportunité de fixer une limite de surface d'emprise au sol plus importante que 200 m² (existant + extension) pour les locaux professionnels
  Prise en compte : Le PLU est modifié en conséquence. La limite de surface d'extension est portée 50% de la surface des locaux artisanaux, agricoles et forestiers existants à la date d'approbation de la révision allégée du PLU.

2 – Modifications suite à l'enquête publique :

Après analyse des observations du public, du procès-verbal d'examen conjoint avec les personnes publiques associées et des observations en réponse de Saint-Etienne Métropole, le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de révision du PLU en émettant 1 réserve.

- 2.1 Vérifier sur le terrain la pertinence de retirer de la liste des bâtiments agricoles pouvant changer de destination, le bâtiment identifié sous le numéro 11 secteur de La Rivoire.

Prise en compte : La vérification faite sur le terrain confirme que le bâtiment en question ne répond pas à tous les critères établis : une partie des murs est construite en moellons agglomérés modernes. Le critère de qualité architecturale n'est pas respecté. Ce bâtiment est donc retiré de la liste des bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination.

APPROBATION DU DOSSIER DE REVISION ALLEGEE DU PLU

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5217-2 ;

Vu le Code de l'urbanisme en vigueur et notamment ses articles L153-32, L153-34 et suivants, et R153-12 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Chamond approuvé le 04 février 2013 et modifié les 11 mai 2016, 29 septembre 2016 et 05 octobre 2017 ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté de Saint-Etienne Métropole en date du 11 mai 2017 prescrivant la révision allégée du PLU de la commune de Saint-Chamond ;

Vu la décision n°2017-ARA-DUPP-00480 de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) en date du 05 octobre 2017 de ne pas soumettre, après examen au cas par cas, le projet de révision allégée n°1du PLU de la commune de Saint-Chamond à évaluation environnementale ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté de Saint-Etienne Métropole en date du 07 décembre 2017 arrêtant le projet de PLU et tirant le bilan de la concertation ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées qui s'est déroulée le 08 janvier 2018 ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers de la Loire (CDPENAF) en date du 16 janvier 2018 ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Président de Saint-Etienne Métropole en date du 22 février 2018 prescrivant l'enquête publique relative au projet de révision allégée du PLU ;

Vu le rapport et les conclusions de Madame le Commissaire enquêteur ;

Vu les modifications apportées au projet arrêté suite aux avis des personnes publiques associées, aux propositions et recommandations du Commissaire enquêteur ;

Considérant que ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de PLU révisé ;

Considérant que le projet de révision allégée du PLU, tel qu'il est présenté au Conseil Métropolitain, est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme ;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Département de la Loire et à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage à Saint-Etienne Métropole et à la Mairie de Saint-Chamond pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également au recueil des actes administratifs de Saint-Etienne Métropole.

La délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité listées ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Le dossier de plan local d'urbanisme révisé approuvé sera tenu à la disposition du public au siège de Saint-Etienne Métropole et à la Mairie de Saint-Chamond aux jours et heures habituels d'ouverture.

Le Conseil Métropolitain, après en avoir délibéré :

- ***approuve la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Chamond ;***

- ***autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tous documents relatifs à cette procédure ;***

- ***les dépenses correspondantes à la conduite de cette procédure seront imputées à l'opération N°416, article 202, du budget investissement 2018 Prospective, destination Planification.***

Ce dossier a été adopté à l'unanimité.

Pour extrait,
Le Président,



Gaël PERDRIAU

SAINT-ETIENNE métropole

ARRETE DU PRESIDENT

ARRETE N°2018.00012

MISE À JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND - PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES D'INONDATION PPRNPI

Le Président de la Métropole,

VU l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment l'article R153-18,

VU l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme qui indique que les servitudes mentionnées à l'article L.151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au Président de l'établissement public ou au Maire, et que ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au Plan Local d'Urbanisme,

VU l'article L.562 du Code de l'environnement qui indique que le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles approuvé vaut servitude d'utilité publique et qu'il doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Chamond approuvé le 4 février 2013 et modifié la dernière fois le 5 octobre 2017,

VU l'arrêté préfectoral n°DT-17- 0889 en date du 08 novembre 2017 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) de la rivière « le Gier » et de ses affluents : les ruisseaux le Janon, le Ricolin, le Langonand, l'Arlos, la Mornante, l'Onzion, les Arcs, le Fay, le Frein, la Faverge, le Dorlay, le Collénon, la Durèze, l'Egarande, le Féloin, le Beaulieu, le Couzon, le Bourbouillon, le Frigerin, le Bozançon, la Gaise, le Grand Malval, le Lozange, le Mézerin, la Vareille, la Combe d'Allier, le Godivert et le Cotéon concernant les communes de Saint-Etienne, Saint-Jean Bonnefonds, Saint-Chamond, Doizieux, La Terrasse-sur-Dorlay, Saint-Paul-en-Jarez, Lorette, la Grand-Croix, L'Horme, Châteauneuf, Rive-de-Gier, Genilac, Chagnon, Saint-Martin la Plaine, Saint-Joseph, Tartaras, Dargoire,

CONSIDERANT la demande de Monsieur le Préfet en date du 16 novembre 2017 d'annexer au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Chamond le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) de la rivière « le Gier » et de ses affluents,

ARRETE

ARTICLE 1

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Chamond est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2

La mise à jour a pour effet d'intégrer dans le dossier de PLU (Annexes - Liste des servitudes et plans des servitudes) une nouvelle servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol intitulée « Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation » conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°DT-17- 0889 en date du 08 novembre 2017 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) de la rivière « le Gier » et de ses affluents.

REÇU EN PREFECTURE
Le 22 janvier 2018
VIA DOTELEC - iXBus
042-244200770-20171220-A20180001210-AR
DATE D'AFFICHAGE :22 Janvier 2018

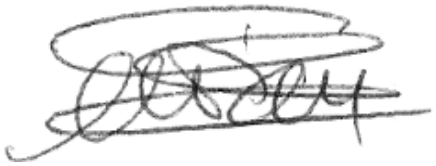
.../...

ARTICLE 3
Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins au siège de Saint-Etienne Métropole et à la mairie de Saint-Chamond. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 4
Conformément aux dispositions prévues par l'article R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

ARTICLE 5
Monsieur le Directeur Général des Services de Saint-Etienne Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :
- notifié à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond,
- notifié à Monsieur le Préfet de la Loire,
- publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Saint-Etienne, le 22 janvier 2018
Le Président,



Gaël PERDRIAU

…/…

SAINT-ETIENNE métropole communauté urbaine

ARRETE DU PRESIDENT

ARRETE N°2017.00054

MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND MODIFICATION DU DOSSIER DE CREATION DE LA ZAC DES ACIERIES

Le Président de la Communauté Urbaine de Saint-Etienne Métropole,

VU l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18, R151-51 et R151-52,

VU la délibération du Conseil de Communauté de Saint-Etienne Métropole en date du 09 novembre 2010 portant approbation de la création de la Zone d'Aménagement Concerté des Aciéries à Saint-Chamond,

VU la délibération du Conseil de Communauté de Saint-Etienne Métropole en date du 09 septembre 2013 portant approbation du programme des équipements publics ainsi que du dossier de réalisation de la ZAC des Aciéries à Saint-Chamond,

VU l'arrêté préfectoral n°379 du 24 décembre 2015 portant transformation de Saint-Etienne Métropole en Communauté Urbaine,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Chamond approuvé le 04 février 2013, modifié les 07 avril 2015 et 11 mai 2016, et mis à jour par arrêté les 17 janvier et 23 mai 2017,

VU la délibération du Conseil de Communauté de Saint-Etienne Métropole en date du 09 mars 2017 portant approbation du nouveau dossier de création de la ZAC des Aciéries à Saint-Chamond,

CONSIDERANT que ce nouveau dossier de création porte sur une modification du programme global prévisionnel des constructions et une modification du périmètre de la ZAC des Aciéries,

CONSIDERANT que les zones d'aménagement concerté (ZAC) font partie des annexes devant figurer en annexe d'un dossier de PLU,

ARRETE

ARTICLE 1
Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Chamond est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2
La mise à jour a pour effet d'intégrer dans le dossier de PLU (Annexes n°7.3 - Zone d'Aménagement Concerté) :

- la délibération du Conseil de Communauté de Saint-Etienne Métropole en date du 09 mars 2017 portant approbation du nouveau dossier de création de la ZAC des Aciéries,
- le nouveau dossier de création de la ZAC des Aciéries,
- le nouveau plan de délimitation du périmètre de la ZAC des Aciéries.

ARTICLE 3
Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins au siège de Saint-Etienne Métropole et à la mairie de Saint-Chamond. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

REÇU EN PREFECTURE
Le 01 juin 2017
VIA DOTELEC - iXBus
042-244200770-20170523-A20170005410-AR
DATE D'AFFICHAGE :01 juin 2017

.../...

ARTICLE 4

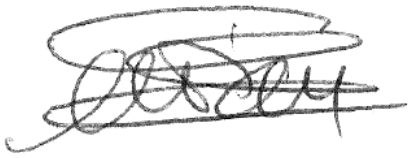
Conformément aux dispositions prévues par l'article R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

ARTICLE 5

Monsieur le Directeur Général des Services de Saint-Etienne Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond,
- notifié à Monsieur le Préfet de la Loire,
- notifié à Monsieur le Trésorier municipal,
- publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Saint-Etienne, le 1er juin 2017
Le Président,



Gaël PERDRIAU

SAINT-ETIENNE métropole
communauté urbaine

ARRETE DU PRESIDENT

ARRETE N°2016.00108

MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND - INSCRIPTION AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES DE L'HOTEL PARTICULIER DUGAS DE LA BOISSONY

Le Président de la Communauté Urbaine de Saint-Etienne Métropole,

VU l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18 et R151-52,

VU l'article L.153-60 du code de l'urbanisme qui indique que les servitudes mentionnées à l'article L.151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au président de l'établissement public ou au maire, et que ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme,

VU l'article R 621-58 du Code du Patrimoine,

VU l'arrêté préfectoral n°232/2015 du 10 août 2015 portant notamment transfert de la compétence plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°379 du 24 décembre 2015 portant transformation de Saint-Etienne Métropole en Communauté Urbaine,

VU le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Chamond approuvé le 04 février 2013 et modifié les 07 avril 2015 et 11 mai 2016,

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral n°16-485 en date du 31 octobre 2016 portant inscription au titre des monuments historiques de l'hôtel particulier dit Hôtel Dugas de la Boissony à Saint-Chamond,

CONSIDERANT la demande de Monsieur le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 24 novembre 2016, demandant la transcription de la servitude et du périmètre de protection dans les documents d'urbanisme de la commune de Saint-Chamond,

ARRETE

ARTICLE 1
Le PLU de la commune de Saint-Chamond est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2
La mise à jour a pour effet d'intégrer dans le dossier de PLU (annexes - liste des servitudes n°7 et plan des servitudes n°7) une nouvelle servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol intitulée « inscription au titre des monuments historiques de l'hôtel particulier dit Hôtel Dugas de la Boissony » comportant :

- l'arrêté préfectoral n°16-485 en date du 31 octobre 2016 portant inscription au titre des monuments historiques de l'hôtel particulier dit Hôtel Dugas de la Boissony,
- la carte annexée à l'arrêté préfectoral n°16-485 du 31 octobre 2016 où figurent les limites de la protection.

ARTICLE 3
Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins au siège de Saint-Etienne Métropole et à la mairie de Saint-Chamond.

REÇU EN PREFECTURE
Le 17 janvier 2017
VIA DOTELEC - iXBus
042-244200770-20161216-A20160010810-AR
DATE D'AFFICHAGE :17 janvier 2017

.../...

ARTICLE 4

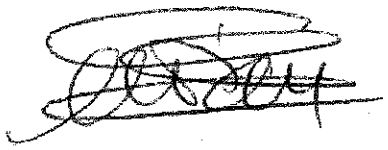
Conformément aux dispositions prévues par l'article R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

ARTICLE 5

Monsieur le Directeur Général des Services de Saint-Etienne Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Chamond,
- notifié à Monsieur le Préfet de la Loire,
- publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Saint-Etienne, le 16 janvier 2017
Le Président,



Gaël PERDRIAU

SAINT-ETIENNE métropole
communauté urbaine

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 29 SEPTEMBRE 2016

DELIBERATION N°CC/2016.00400

APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND

Le Conseil Communautaire a été convoqué le 23 septembre 2016

Nombre de membres en exercice : 131
Nombre de présents : 80
Nombre de pouvoirs : 22
Nombre de voix : 102

Membres titulaires présents :
M. Gilles ARTIGUES, Mme Nicole AUBOURDY, M. Jean-François BARNIER, M. Denis BARRIOL, M. Eric BERLIVET, Mme Jennifer BONJOUR, M. Olivier BROUILLOUX, Mme Hélène BRUYERE, Mme Laurence BUSSIERE, M. Régis CADEGROS, Mme Stéphanie CALACIURA, Mme Catherine CHAPRON, M. Jean-Jacques CHARROIN, M. Jean-Claude CHARVIN, M. Marc CHAVANNE, M. Jean-Noël CORNUT, M. Paul CORRIERAS, Mme Joëlle COUSIN, Mme Alexandra CUSTODIO, Mme Anne DE BEAUMONT, M. Jean-Luc DEGRAIX, Mme Marie-Pascale DUMAS, M. Marc FAURE, M. Bernard FAUVEL, M. Christophe FAVERJON, Mme Annick FAY, M. Christian FAYOLLE, Mme Sylvie FAYOLLE, Mme Andonella FLECHET, Mme Nicole FOREST, Mme Michelle GALLAND, M. Michel GANDILHON, M. Pascal GARRIDO, Mme Ramona GONZALEZ GRAIL, M. Rémy GUYOT, M. Marc JANDOT, M. Raymond JOASSARD, Mme Laurence JUBAN, M. Christian JULIEN, Mme Delphine JUSSELME, M. Robert KARULAK, M. Samy KEFI-JEROME, Mme Siham LABICH, Mme Marie-Josèphe LAULAGNET, Mme Eliane LEGROS, M. Olivier LONGEON, M. Julien LUYA, M. Michel MAISONNETTE, M. Gérard MANET, Mme Brigitte MASSON, Mme Nathalie MATRICON, M. Yves MORAND, Mme Catherine NAULIN, Mme Michèle NIEBUDKOWSKI, M. Jean-Marc PANGAUD, M. Yves PARTRAT, M. Jean-Michel PAUZE, M. Gilles PERACHE, M. Gaël PERDRIAU, M. Marc PETIT, M. Hervé REYNAUD, Mme Joelle RICARD, Mme Christiane RIVIERE, Mme Annick ROATTINO, M. Marc ROSIER, M. Jean-Louis ROUSSET, Mme Monique ROVERA, Mme Janine RUAS, M. Jean-Claude SCHALK, M. Alain SCHNEIDER, Mme Nadia SEMACHE, M. Joseph SOTTON, M. Jean-Marc THELISSON, Mme Marie-Christine THIVANT, M. Gilles THIZY, Mme Marie-Hélène THOMAS, M. Alain VERCHERAND, Mme Anne-Françoise VIALLON, M. Enzo VIVIANI, M. Georges ZIEGLER

REÇU EN PREFECTURE
Le 10 octobre 2016
VIA DOTELEC - iXBus
042-244200770-20160708-D20160040010-DE
DATE D'AFFICHAGE :20161010

Pouvoirs :
Mme Nora BERROUKECHE donne pouvoir à Mme Delphine JUSSELME,
M. Vincent BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène THOMAS,
Mme Marie-Christine BUFFARD donne pouvoir à Mme Nicole AUBOURDY,
M. Denis CHAMBE donne pouvoir à M. Gilles ARTIGUES,
M. Marc CHASSAUBENE donne pouvoir à Mme Anne-Françoise VIALLON,
Mme Suzanne CHAZELLE donne pouvoir à M. Christian JULIEN,
Mme Patricia CORTEY donne pouvoir à M. Marc CHAVANNE,
M. Gilles ESTABLE donne pouvoir à M. Joseph SOTTON,
M. Jean-Claude FLACHAT donne pouvoir à Mme Michèle NIEBUDKOWSKI,
M. Luc FRANCOIS donne pouvoir à Mme Nathalie MATRICON,
M. André FRIEDENBERG donne pouvoir à Mme Nadia SEMACHE,
Mme Christiane JODAR donne pouvoir à M. Alain SCHNEIDER,
Mme Corinne L'HARMET-ODIN donne pouvoir à M. Yves PARTRAT,
M. Bernard LAGET donne pouvoir à M. Jean-Noël CORNUT,
M. Pascal MAJONCHI donne pouvoir à Mme Catherine NAULIN,
Mme Caroline MONTAGNIER donne pouvoir à M. Paul CORRIERAS,
Mme Djida OUCHAOUA donne pouvoir à M. Christophe FAVERJON,
M. Jean-Paul RIVAT donne pouvoir à M. Hervé REYNAUD,
M. Lionel SAUGUES donne pouvoir à M. Gaël PERDRIAU,
M. Gérard TARDY donne pouvoir à Mme Eliane LEGROS,
M. Stéphane VALETTE donne pouvoir à Mme Michelle GALLAND,
Mme Catherine ZADRA donne pouvoir à Mme Alexandra CUSTODIO

Membres titulaires absents excusés :
M. Jean-Alain BARRIER, M. Michel BEAL, M. Jean-Pierre BERGER, Mme Michèle BISACCIA, M. Lionel BOUCHER, M. Henri BOUTHEON, M. Paul CELLE, Mme Emmanuelle CHAROLLAIS-CHEYTION, M. Gabriel DE PEYRECAVE, Mme Marie-Dominique FAURE, M. Pierre FAYOL NOIRETERRE, M. Roland GOUJON, Mme Marie-Eve GOUTELLE, M. Daniel JACQUEMET, Mme Raphaëlle JEANSON, M. Yves LECOCQ, Mme Hélène LETIEVANT-PIBAROT, M. Claude LIOGIER, Mme Babette LUYA, Mme Pascale MARRON, Mme Stéphanie MOREAU, Mme Fabienne PERRIN, M. Florent PIGEON, M. Jean-Philippe PORCHEROT, Mme Christine ROUX, Mme Sylvie THIZY, Mme Lucie THOMAS, M. Daniel TORGUES, M. Maurice VINCENT

Secrétaire de Séance :
Mme Nadia SEMACHE

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 29 SEPTEMBRE 2016

APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5215-20;

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, modifiant l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n°232/2015 du 10 août 2015 portant notamment transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents d'urbanisme en tenant lieu ;

Vu l'arrêté préfectoral n°379 du 24 décembre 2015 portant transformation de Saint-Etienne Métropole en Communauté Urbaine ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article L.153-9 ;

Vu les dispositions réglementaires du code de l'urbanisme applicables aux procédures engagées avant le 1er janvier 2016 ;

Vu l'arrêté du maire de la commune de Saint-Chamond, en date du 24 décembre 2015 prescrivant le lancement de la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Chamond ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 04 février 2016 acceptant la poursuite et l'achèvement de la procédure engagée par la commune de Saint-Chamond ;

Vu l'avis des personnes publiques associées ;

Vu le dossier de modification simplifiée du PLU de Saint-Chamond ;

Il est précisé que la modification simplifiée a pour objet :

- la suppression de l'emplacement réservé n°V13 correspondant à la création d'une voie aujourd'hui réalisée en partie,
- la suppression de l'emplacement réservé n°V11 correspondant à la création d'une voie aujourd'hui réalisée,
- la suppression de l'emplacement réservé n°R10 le projet de réalisation d'un parc de stationnement n'étant pas réalisable.

Sur l'ensemble des personnes consultées, seul le SCOT a répondu et émis un avis favorable.

Le dossier a été mis à disposition du public du 13 juin 2016 au 15 juillet 2016 et n'a fait l'objet d'aucune remarque.

La présente délibération sera transmise au Préfet du département de la Loire. Elle fera l'objet d'un affichage au siège de Saint-Etienne Métropole et dans la commune de Saint-Chamond. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le dossier de modification simplifiée, dans sa forme approuvée, sera tenu à la disposition du public à la mairie de Saint-Chamond et au siège de Saint-Etienne Métropole aux jours et heures d'ouverture au public.

Le dossier est consultable sur le site :
http://collaboratif.saint-etienne-metropole.fr/dossiers_plu/
Login : elus-cc
Mot de passe : ccPLU42

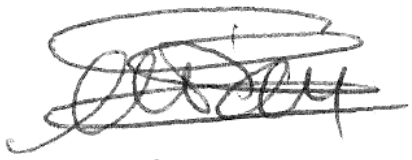
Le Conseil de Communauté, après en avoir délibéré :

- ***approuve le dossier de modification simplifiée du PLU de la commune de Saint-Chamond ;***

- ***autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tous documents relatifs à cette procédure.***

Ce dossier a été adopté à l'unanimité.

Pour extrait,
Le Président,



Gaël PERDRIAU

SAINT-ETIENNE métropole
communauté urbaine

MENTION

APPROBATION : MODIFICATIONS SIMPLIFIEES

DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE GENILAC
ET
DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND

Par délibération en date du 29 septembre 2016, le Conseil de Communauté de Saint-Etienne Métropole a approuvé la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de GENILAC et la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de SAINT-CHAMOND.

Le dossier de modification simplifiée est tenu à la disposition du public à la Mairie de Genilac, à la Mairie de Saint-Chamond et au siège de Saint-Etienne Métropole aux jours et heures d'ouverture au public et sur le site Internet de Saint-Etienne Métropole.

CERTIFICAT DE PUBLICATION
Parution de cette annonce
Semaine ...43.. Jour .....26/10/16.....
PUBLIPRINT PROVINCE N° 1 - LE PROGRES
ANNONCES LEGALES
lpral@leprogres.fr
4, rue Paul Montrochet - 69286 LYON CEDEX 02
Capital 150.000 €
RCS LYON B 338 700 420

affichage le 29/12/15.

SAINT-CHAMOND

Pôle ingénierie développement
Service urbanisme
P:_DDCV\URB__URBANISME__\PLANNIFICATION\PLU_PROCEDURE\PLU_modification_2015-2016\arrêté modif simplifiee plu.doc

ARRETE N°2015 02976 PRESCRIVANT LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le maire de la ville de Saint-Chamond
Vu l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,
Vu la loi ALUR du 24 mars 2014,
Vu le décret n°2012-290 DU 29 février 2012,
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 110, L 121-1, L123-13, L 123-13-1, L 123-13-2, L123-13-3
Vu la délibération du conseil municipal en date du 4 février 2013 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la comme de Saint-Chamond, modifié le 7 avril 2015.

Considérant qu'il y a lieu de supprimer les emplacements réservés V13 – V11 et R10.
Considérant que ces modifications ne relèvent pas de la procédure.

1/ soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durable,
2/- soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou un zone naturelle et forestière,
3/- soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux natures, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.

Considérant que cette procédure de modification peut revêtir une forme simplifiée suivant le code de l'urbanisme,

Considérant que, pour la mise en œuvre de la procédure de modification dans sa forme simplifiée, le projet de modification, l'exposé de ces motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées de l'article L 121-4 du code de l'urbanisme sont mis à disposition du public pendant un mois, dans ces conditions lui permettant de formuler ses observations. Elles sont alors enregistrées et conservées,

Considérant qu'à l'issue de la mise à disposition, le Maire présentera le bilan devant le conseil municipal, qui en délibérera et pourra adopter le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

ARRETE

Article 1er – il est prescrit une procédure de modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la comme de Saint-Chamond.

Article 2 – la modification simplifiée du plan local d'urbanisme concernera les points suivants :

- La suppression de l'emplacement réservé n°V13 correspondant à la création d'une voie aujourd'hui réalisée en partie (ZAC de la Varizelle)
- La suppression de l'emplacement réservé n°V11 correspondant à la création d'une voie aujourd'hui réalisée (Novacieries)
- La suppression de l'emplacement réservé n°R10 le projet de réalisation d'un parc de stationnement n'étant pas réalisable.

Article 3 – le projet de modification simplifiée du PLU, l'exposé de ses motifs et les avis émis par les personnes associées seront mis à disposition du public pendant une durée d'un mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations seront enregistrées et conservées dans un registre. Les modalités de la mise à disposition seront précisées par une délibération du conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition.

Article 4 –l'issue de la mise à disposition, Monsieur le maire en présentera le bilan devant le conseil municipal qui délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Article 5 – le présent arrêté sera affiché durant 1 mois à la mairie de Saint-Chamond fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le département, d'une publication pour information sur le site internet de la mairie.

Article 6 – une ampliation du présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Loire ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L 121-4 du code de l'urbanisme.

Article 7 – l'arrêté prescrivant la modification simplifiée du PLU est exécutoire à compter de :

- Sa réception à la préfecture
- L'accomplissement des mesures de publicité.

Article 8 – le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Fait à Saint-Chamond, le 24 décembre 2015

Le maire,
Signé :
Hervé REYNAUD

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-214202079-20151224-Ar201502976-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/12/2015

SAINT-ETIENNE métropole
communauté urbaine

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 11 MAI 2016

DELIBERATION N°CC/2016.00178

MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND - MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

Le Conseil Communautaire a été convoqué le 04 mai 2016

Nombre de membres en exercice : 131
Nombre de présents : 93
Nombre de pouvoirs : 21
Nombre de voix : 114

Membres titulaires présents :
M. Gilles ARTIGUES, Mme Nicole AUBOURDY, M. Jean-François BARNIER, M. Jean-Alain BARRIER, M. Denis BARRIOL, M. Michel BEAL, M. Jean-Pierre BERGER, Mme Nora BERROUKECHE, Mme Michèle BISACCIA, Mme Jennifer BONJOUR, M. Vincent BONY, M. Régis CADEGROS, Mme Stéphanie CALACIURA, Mme Catherine CHAPRON, Mme Emmanuelle CHAROLLAIS-CHEYTION, M. Jean-Jacques CHARROIN, M. Jean-Claude CHARVIN, M. Marc CHASSAUBENE, Mme Suzanne CHAZELLE, M. Paul CORRIERAS, Mme Patricia CORTEY, Mme Anne DE BEAUMONT, M. Gabriel DE PEYRECAVE, M. Jean-Luc DEGRAIX, Mme Marie-Pascale DUMAS, M. Gilles ESTABLE, M. Marc FAURE, M. Christophe FAVERJON, M. Christian FAYOLLE, Mme Sylvie FAYOLLE, M. Jean-Claude FLACHAT, Mme Andonella FLECHET, Mme Nicole FOREST, M. Luc FRANCOIS, M. Michel GANDILHON, M. Pascal GARRIDO, Mme Ramona GONZALEZ GRAIL, M. Roland GOUJON, Mme Marie-Eve GOUTELLE, M. Rémy GUYOT, M. Marc JANDOT, Mme Raphaëlle JEANSON, M. Raymond JOASSARD, Mme Christiane JODAR, M. Christian JULIEN, M. Robert KARULAK, M. Samy KEFI-JEROME, Mme Siham LABICH, M. Bernard LAGET, Mme Marie-Josèphe LAULAGNET, M. Yves LECOCQ, Mme Hélène LETIEVANT-PIBAROT, M. Claude LIOGIER, M. Olivier LONGEON, M. Julien LUYA, M. Michel MAISONNETTE, M. Pascal MAJONCHI, M. Gérard MANET, Mme Brigitte MASSON, Mme Nathalie MATRICON, Mme Caroline MONTAGNIER, M. Yves MORAND, Mme Catherine NAULIN, Mme Michèle NIEBUDKOWSKI, M. Jean-Marc PANGAUD, M. Yves PARTRAT, M. Jean-Michel PAUZE, M. Gilles PERACHE, M. Gaël PERDRIAU, Mme Fabienne PERRIN, M. Marc PETIT, M. Jean-Philippe PORCHEROT, M. Hervé REYNAUD, Mme Christiane RIVIERE, Mme Annick ROATTINO, M. Marc ROSIER, M. Jean-Louis ROUSSET, Mme Christine ROUX, Mme Monique ROVERA, M. Lionel SAUGUES, M. Alain SCHNEIDER, Mme Nadia SEMACHE, M. Jean-Marc THELISSON, Mme Marie-Christine THIVANT, Mme Sylvie THIZY,

REÇU EN PREFECTURE
Le 24 mai 2016
VIA DOTELEC - iXBus
042-244200770-20160325-D20160017810-DE
DATE D'AFFICHAGE :20160524

M. Gilles THIZY, Mme Lucie THOMAS, M. Daniel TORGUES, M. Alain VERCHERAND, Mme Anne-Françoise VIALLON, M. Enzo VIVIANI, Mme Catherine ZADRA, M. Georges ZIEGLER

Pouvoirs :
M. Henri BOUTHEON donne pouvoir à M. Jean-François BARNIER,
Mme Hélène BRUYERE donne pouvoir à M. Yves MORAND,
Mme Marie-Christine BUFFARD donne pouvoir à M. Jean-Pierre BERGER,
Mme Laurence BUSSIERE donne pouvoir à M. Yves PARTRAT,
M. Denis CHAMBE donne pouvoir à M. Gilles ARTIGUES,
M. Marc CHAVANNE donne pouvoir à Mme Patricia CORTEY,
M. Jean-Noël CORNUT donne pouvoir à M. Claude LIOGIER,
Mme Joëlle COUSIN donne pouvoir à M. Jean-Claude FLACHAT,
Mme Alexandra CUSTODIO donne pouvoir à Mme Brigitte MASSON,
Mme Marie-Dominique FAURE donne pouvoir à M. Paul CORRIERAS,
M. Bernard FAUVEL donne pouvoir à M. Denis BARRIOL,
Mme Annick FAY donne pouvoir à Mme Nicole AUBOURDY,
M. André FRIEDENBERG donne pouvoir à Mme Nadia SEMACHE,
M. Daniel JACQUEMET donne pouvoir à Mme Catherine ZADRA,
Mme Delphine JUSSELME donne pouvoir à Mme Nora BERROUKECHE,
Mme Babette LUYA donne pouvoir à M. Julien LUYA,
Mme Djida OUCHAOUA donne pouvoir à M. Christophe FAVERJON,
M. Jean-Paul RIVAT donne pouvoir à M. Régis CADEGROS,
Mme Janine RUAS donne pouvoir à M. Christian FAYOLLE,
M. Joseph SOTTON donne pouvoir à Mme Catherine CHAPRON,
M. Maurice VINCENT donne pouvoir à M. Raymond JOASSARD

Membres titulaires absents excusés :
M. Eric BERLIVET, M. Lionel BOUCHER, M. Olivier BROUILLOUX, M. Paul CELLE, M. Pierre FAYOL NOIRETERRE, Mme Michelle GALLAND, Mme Laurence JUBAN, Mme Corinne L'HARMET-ODIN, Mme Eliane LEGROS, Mme Pascale MARRON, Mme Stéphanie MOREAU, M. Florent PIGEON, Mme Joelle RICARD, M. Jean-Claude SCHALK, M. Gérard TARDY, Mme Marie-Hélène THOMAS, M. Stéphane VALETTE

Secrétaire de Séance :
Mme Emmanuelle CHAROLLAIS-CHEYTION

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 11 MAI 2016

MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND - MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5215-20 ;

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, modifiant l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n°232/2015 du 10 août 2015 portant notamment transfert de la compétence plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ;

Vu l'arrêté préfectoral n°379 du 24 décembre 2015 portant transformation de Saint-Etienne Métropole en Communauté Urbaine ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-9 et L 153-45 et suivants ;

Vu les dispositions réglementaires du code de l'urbanisme applicables aux procédures engagées avant le 1er janvier 2016 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 120-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Chamond en date du 01 février 2016 donnant son accord pour la poursuite et l'achèvement par Saint-Etienne Métropole de la procédure de modification simplifiée portant sur la suppression d'emplacements réservés V 13 ; V11 et R10 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 04 février 2016 acceptant la poursuite et l'achèvement de la procédure engagée par la commune de Saint-Chamond ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 10 mars 2016 précisant les modalités de la mise à disposition du public,

Considérant la nécessité de modifier les modalités de mise à disposition du public initialement prévues ;

Il sera procédé à une mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du PLU de Saint-Chamond selon les modalités ci-dessous :

- La mise à disposition se déroulera pendant une durée de 33 jours, du lundi 13 juin 2016 (10h00) au 15 juillet 2016 (17h00) inclus.

- Pendant cette période, le dossier sera tenu à la disposition du public :
  - à la commune de Saint-Chamond, dans les locaux du service urbanisme situé au 2ème étage de la mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture et sur son site internet à l'adresse suivante : www.saint-chamond.fr. Un registre permettra le recueil des observations.
  - sur le site Internet de Saint-Etienne Métropole à l'adresse suivante : http://www.saint-etienne-metropole.fr ;

  Le dossier mis à disposition comprend :
  - le projet de modification : une note explicative avec notamment l'exposé des motifs, la liste des emplacements réservés avant modification et liste des emplacements réservés après modification,
  - le plan de zonage avec les emplacements réservés et le plan de zonage après suppression des emplacements réservés,
  - les avis émis par les personnes publiques associées (PPA).

- un avis au public faisant connaître l'ouverture de la mise à disposition sera affiché en mairie de Saint-Chamond et au siège de Saint-Etienne Métropole et publié le journal « Le Progrès » huit jours au moins avant le début de la mise à disposition.

La délibération sera affichée pendant un mois au siège de Saint-Etienne Métropole et en mairie de Saint-Chamond.

Le dossier est consultable sur le site :
http://collaboratif.agglo-st-etienne.fr/dossiers_plu/
Login : elus-cc
Mot de passe : ccPLU42

Monsieur le Président de Saint-Etienne Métropole est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil de Communauté, après en avoir délibéré :

- ***valide les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Chamond,***

- ***autorise Monsieur le Président de Saint-Etienne Métropole, ou son représentant dûment habilité, à signer tous documents relatifs à cette affaire.***

Ce dossier a été adopté à l'unanimité.

Pour extrait,
Le Président,



Gaël PERDRIAU

SAINT-CHAMOND

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PLU DE ST-CHAMOND

Modification simplifiée

Note explicative

Février 2016

Toute correspondance doit être adressée impersonnellement à : Monsieur le Maire - Hôtel de Ville - Avenue Antoine Pinay - CS 80148 - 42403 Saint-Chamond Cedex
Standard/Tél. : 04 77 31 05 05 - Télécopie : 04 77 31 05 00 - e-mail : ville@saint-chamond.fr

www.saint-chamond.fr

SAINT-CHAMOND

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Pôle ingénierie développement
Service urbanisme
P:_DDCV\URB__URBANISME__\PLANNIFICATION\PLU_PROCEDURE\PLU_modification_2016\note explicative 02-2016.doc

NOTE EXPLICATIVE

Les emplacements réservés sont des servitudes dont la vocation est de geler une emprise couvrant un ou plusieurs terrains ou partie de terrain, délimités par un plan local d'urbanisme en vue d'une affectation déterminée par le code de l'urbanisme à savoir, notamment :

- Des voies publiques
- Des ouvrages publics
- Des installations d'intérêt général
- Des espaces verts ouverts au public

Lors de l'élaboration du plan local d'urbanisme des emplacements réservés ont donc été identifiés pour permettre la réalisation de certains projets. Depuis, des opérations se sont concrétisées et d'autres ont été abandonnées. Aujourd'hui il convient de mettre à jour le document d'urbanisme en actualisant la liste des emplacements réservés.

Trois emplacements réservés sont à supprimer :

- Emplacement V11 : cet emplacement réservé était justifié par le projet de création d'une voirie communautaire. Cette voie ayant été réalisée par St-Etienne Métropole, l'emplacement réservé ne se justifie plus. Il doit donc être supprimé.
- Emplacement réservé R10 : cet emplacement réservé inscrit au bénéfice de la commune porte sur une parcelle bâtie cadastrée BN n°113 d'une superficie de 2800 m² située Quai de la Rive en vue de la création d'un espace de stationnement. Compte tenu du coût estimé de l'opération, la commune ne sera pas en mesure de réaliser ce projet. Aussi il convient de supprimer cet emplacement réservé pour ne pas figer le devenir de cette parcelle située en centre-ville.
- Emplacement réservé V13 : il correspond à la création d'une voie de liaison entre le giratoire de la ZAC de la Varizelle et la route de la Chabure. Une première partie de cette voie a été réalisée par la commune du rond point de la Varizelle à la salle de Bujarret. La partie correspondant à la jonction avec la route de la Chabure doit faire

l'objet d'une étude approfondie. Il convient donc de supprimer cet emplacement réservé.

SAINT-CHAMOND

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PLU DE ST-CHAMOND

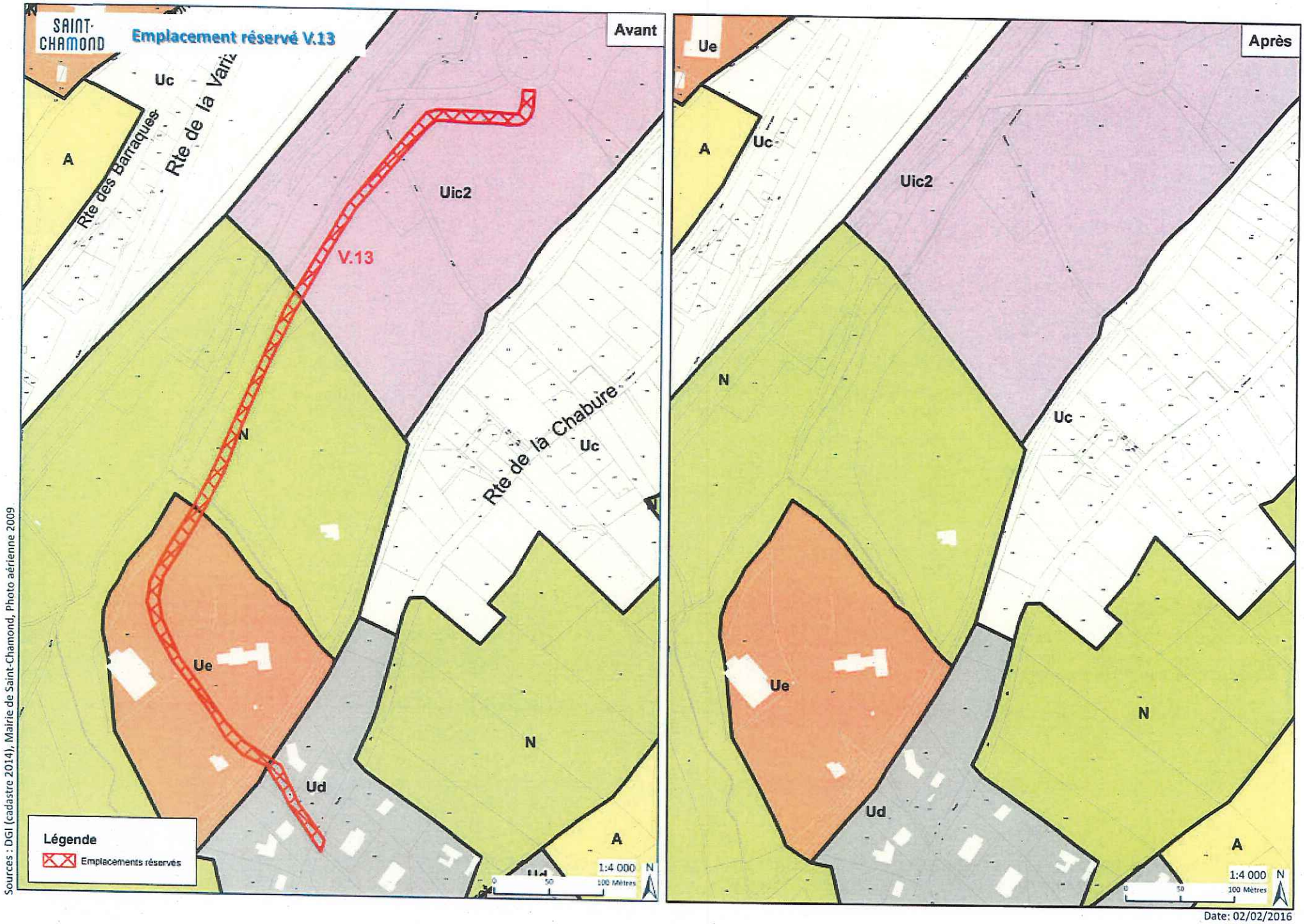
Modification simplifiée

Plan de zonage

Février 2016

Toute correspondance doit être adressée impersonnellement à : Monsieur le Maire - Hôtel de Ville - Avenue Antoine Pinay - CS 80148 - 42403 Saint-Chamond Cedex
Standard/Tel. : 04 77 31 05 05 - Télécopie : 04 77 31 05 00 - e-mail : ville@saint-chamond.fr

www.saint-chamond.fr

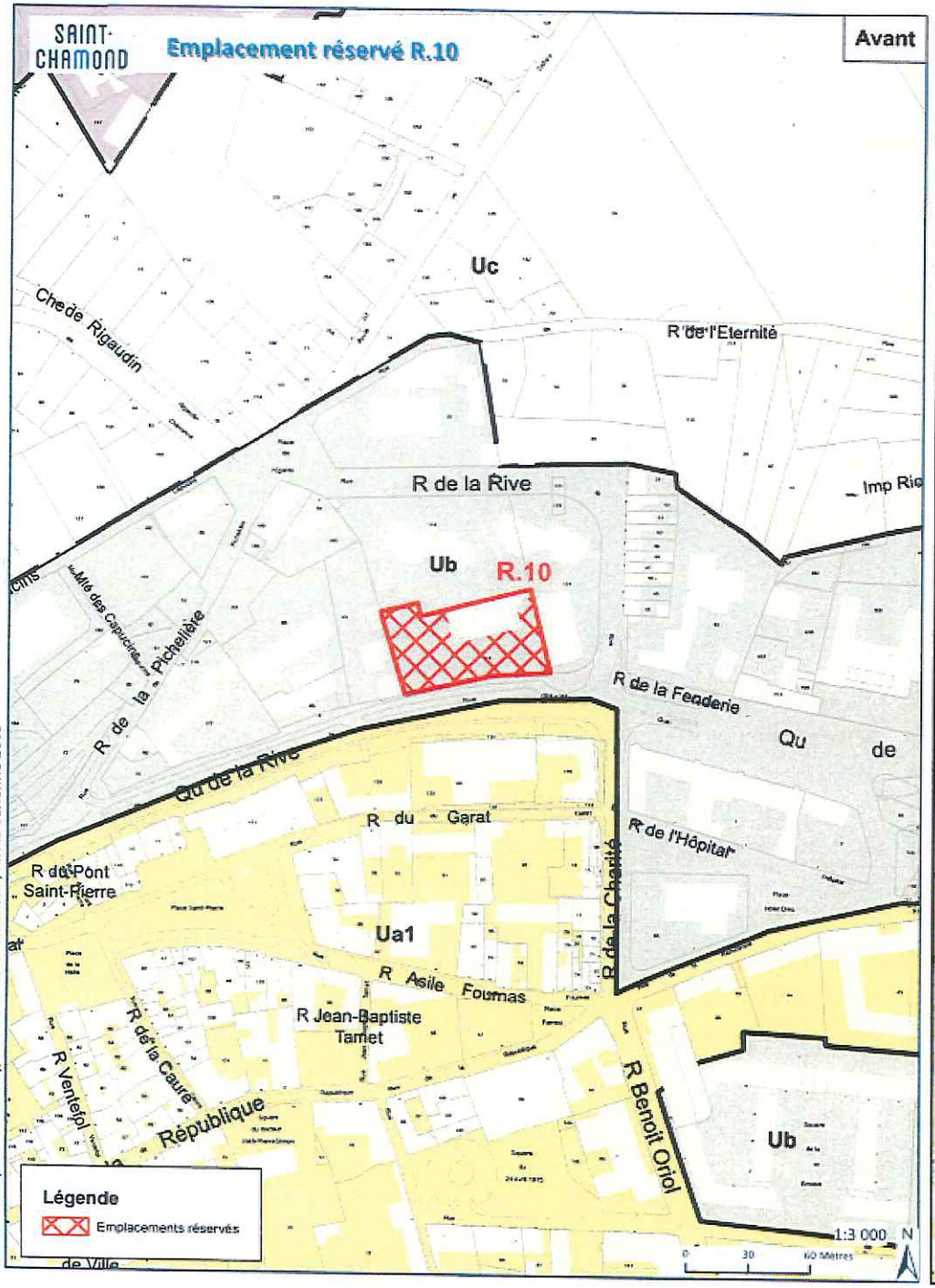


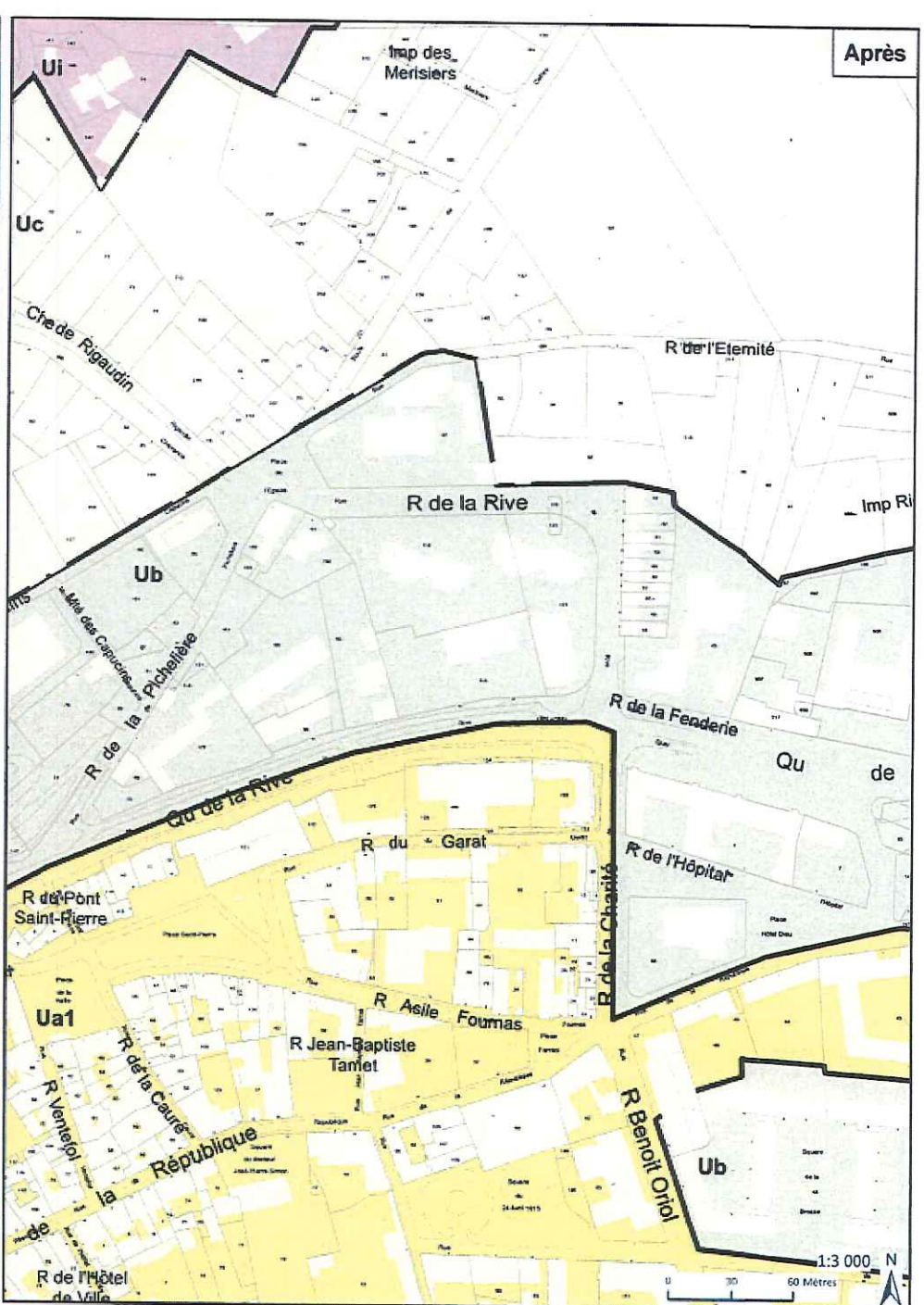
Sources : DGI (cadastre 2014), Mairie de Saint-Chamond, Photo aérienne 2009

Date: 02/02/2016

SAINT-CHAMOND

Emplacement réservé R.10



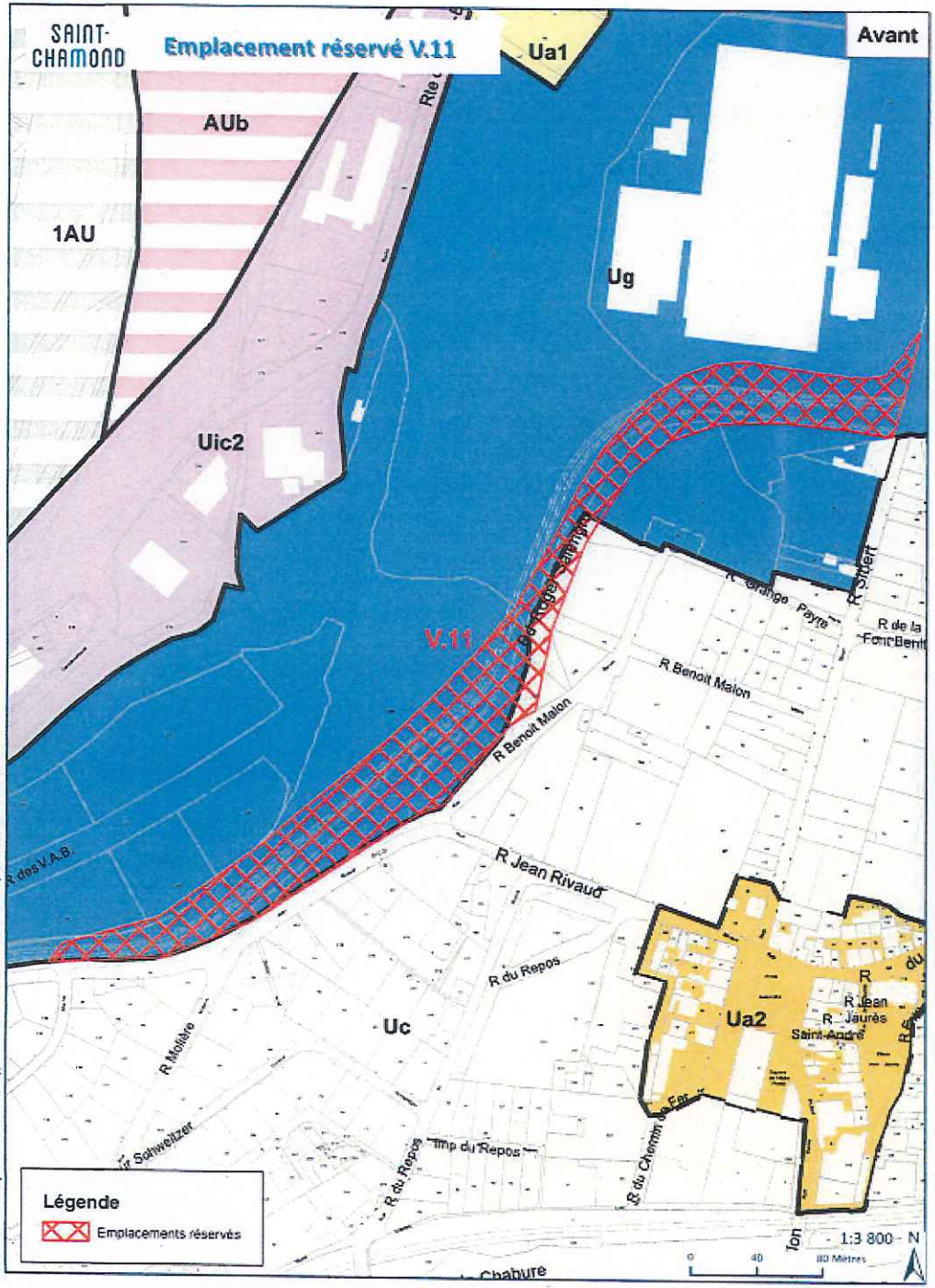


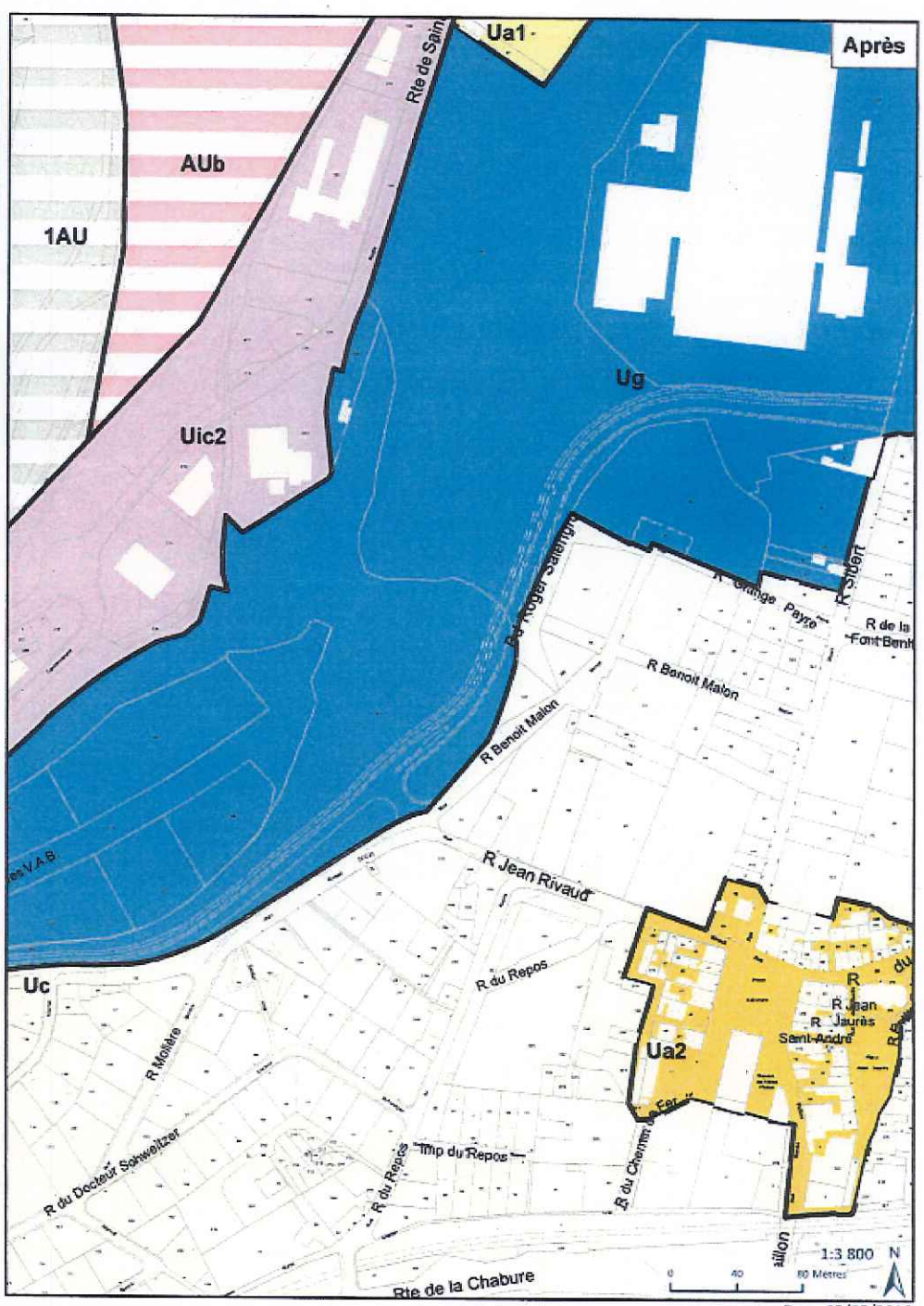
Sources : DGI (cadastre 2014), Mairie de Saint-Chamond, Photo aérienne 2009

Date: 02/02/2016

SAINT-CHAMOND

Emplacement réservé V.11





Sources : DGI (cadastre 2014), Mairie de Saint-Chamond, Photo aérienne 2009

Date: 02/02/2016

SAINT-CHAMOND

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PLU DE ST-CHAMOND

Modification simplifiée

Tableau des emplacements réservés

Février 2016

Toute correspondance doit être adressée impersonnellement à : Monsieur le Maire - Hôtel de Ville - Avenue Antoine Pinay - CS 80148 - 42403 Saint-Chamond Cedex
Standard/Tel. : 04 77 31 05 05 - Télécopie : 04 77 31 05 00 - e-mail : ville@saint-chamond.fr

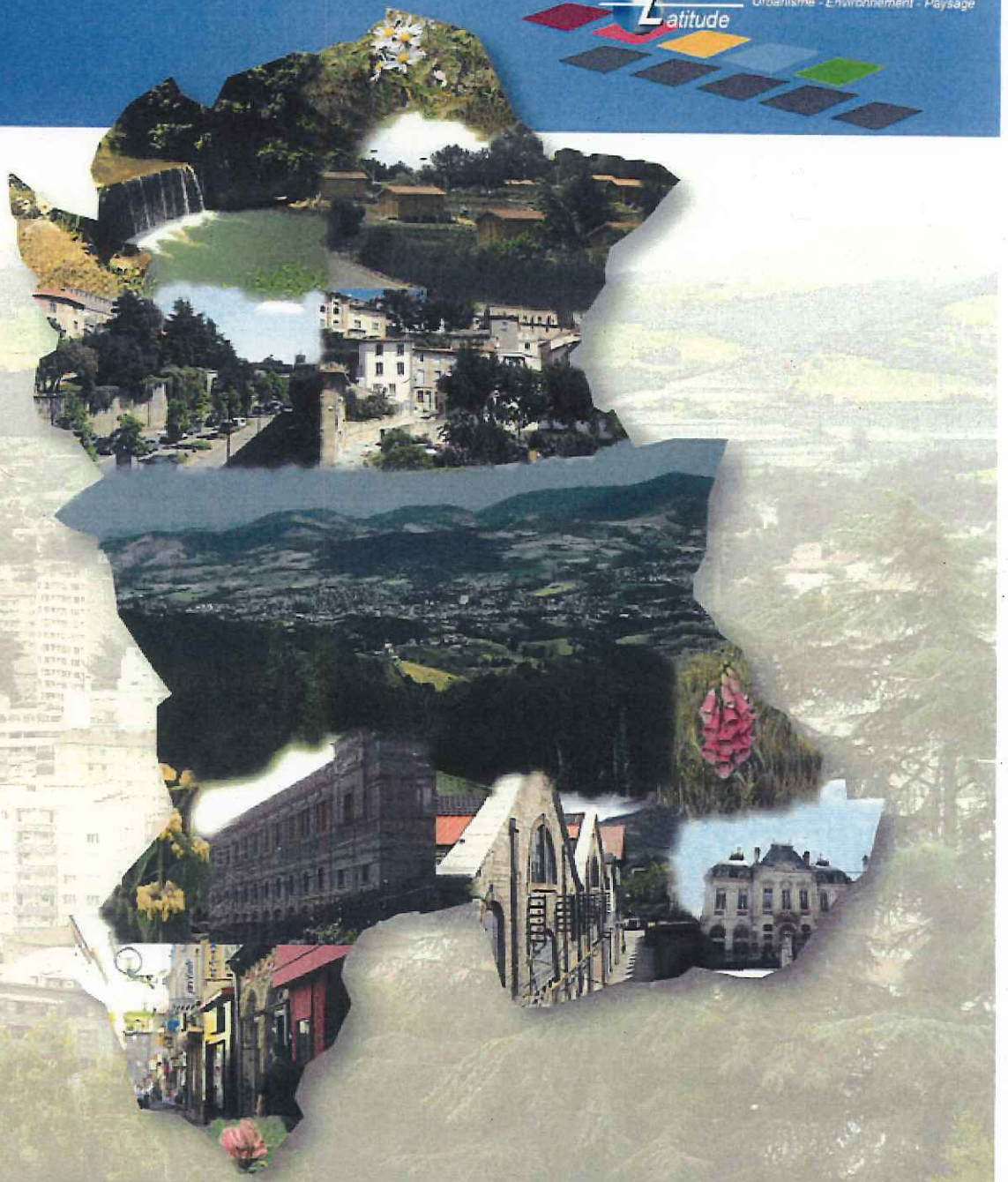
www.saint-chamond.fr

Emplacements réservés

Latitude
Urbanisme - Environnement - Paysage

Saint-Chamond

Plan Local d'Urbanisme



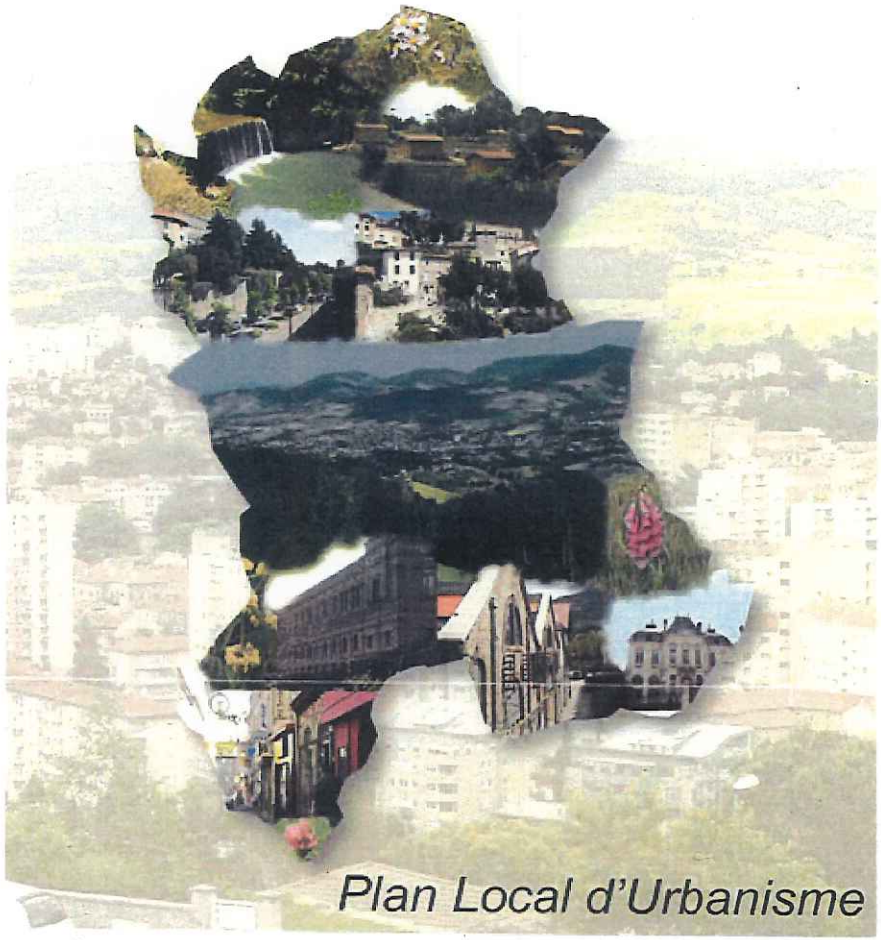
NUMERO	DESTINATION	BENEFICIAIRE	PARCELLAIRE	SUPERFICIE
V.1	Chemin de la Croix Michalotte à Crêt d'oeillet (12 mètres)	Commune de Saint-Chamond	244AB0061, 162, 204, 206, 207, 227, 273, 274, 400, 420, 423, 442, 449, 450, 452, 477, 502	5.500 m²
R.2	St Martin en Coailleux extension du cimetière	Commune de Saint-Chamond	258AH0076 et 77	12.850 m²
R.3	Extension de l'école, cour et aire de jeux, St Martin en Coailleux	Commune de Saint-Chamond	258AE0119	600 m²
R.4	Izieux : extension du cimetière	Commune de Saint-Chamond	111AK0016	10.900 m²
R.5	Chavanne extension de l'école	Commune de Saint-Chamond	244DE0180 et 181	2.400 m²
R.6	La Chabure	Commune de Saint-Chamond	111BI0501 et 502	3.320 m²
R.7	Saint Julien : prommenade sur les berges du Gier	Commune de Saint-Chamond	244AH0251, 253 et 255	510 m²
R.9	Saint Julien : ouverture sur espace public	Commune de Saint-Chamond	244AH0041	100 m²
R.10	LIDL : projet stationnement	Commune de Saint-Chamond	BN0115	2.800 m²
V.11	Voie nouvelle Le Chatelard	Commune de Saint-Chamond	111AL0256, 111AB0120, 169, 170	21.900 m²
V.12	Elargissement rue Royet de la Bastie	Commune de Saint-Chamond	244AC0256, 258, 260, 356, 369, 375, 377, 414	5.400 m²
V.13	Desserte des quartiers Ouest	Commune de Saint-Chamond	111AV0034, 56, 59, 60, 61, 62, 66, 196, 231, 237, 339, 387, 388, 389 et 453	7.800 m²

Emplacements réservés

Version 1.3 – Modification du xx/xx/2016

SAINT-CHAMOND

Saint-Chamond



PLU de la commune de Saint-Chamond – Liste des emplacements réservés

NUMERO	DESTINATION	BENEFICIAIRE	PARCELLAIRE	SUPERFICIE
V.1	Chemin de la Croix Michalotte à Crêt d'oeillet (12 mètres)	Commune de Saint-Chamond	244AB0061, 162, 204, 206, 207, 227, 273, 274, 400, 420, 423, 442, 449, 450, 452, 477, 502	5.500 m²
R.2	St Martin en Coailleux extension du cimetière	Commune de Saint-Chamond	258AH0076 et 77	12.850 m²
R.3	Extension de l'école, cour et aire de jeux, St Martin en Coailleux	Commune de Saint-Chamond	258AE0119	600 m²
R.4	Izieux : extension du cimetière	Commune de Saint-Chamond	111AK0016	10.900 m²
R.5	Chavanne extension de l'école	Commune de Saint-Chamond	244DE0180 et 181	2.400 m²
R.6	La Chabure	Commune de Saint-Chamond	111BI0501 et 502	3.320 m²
R.7	Saint Julien : prommenade sur les berges du Gier	Commune de Saint-Chamond	244AH0251, 253 et 255	510 m²
R:9	Saint Julien : ouverture sur espace public	Commune de Saint-Chamond	244AH0041	100 m²
V.12	Elargissement rue Royet de la Bastie	Commune de Saint-Chamond	244AC0256, 258, 260, 356, 369, 375, 377, 414	5.400 m²

SAINT-ETIENNE métropole
communauté urbaine

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 MARS 2016

DELIBERATION N°CC/2016.00078

MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND : MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

Le Conseil Communautaire a été convoqué le 04 mars 2016

Nombre de membres en exercice : 131
Nombre de présents : 88
Nombre de pouvoirs : 16
Nombre de voix : 104

Délibération affichée le : 18 mars 2016

Membres titulaires présents :
M. Gilles ARTIGUES, Mme Nicole AUBOURDY, M. Jean-François BARNIER, M. Jean-Alain BARRIER, M. Denis BARRIOL, M. Eric BERLIVET, M. Vincent BONY, M. Lionel BOUCHER, Mme Hélène BRUYERE, Mme Laurence BUSSIERE, M. Régis CADEGROS, Mme Stéphanie CALACIURA, M. Paul CELLE, M. Denis CHAMBE, Mme Emmanuelle CHAROLLAIS-CHEYTION, M. Jean-Jacques CHARROIN, M. Jean-Claude CHARVIN, M. Marc CHASSAUBENE, M. Marc CHAVANNE, Mme Suzanne CHAZELLE, M. Paul CORRIERAS, Mme Alexandra CUSTODIO, Mme Anne DE BEAUMONT, M. Gabriel DE PEYRECAVE, M. Jean-Luc DEGRAIX, Mme Marie-Pascale DUMAS, M. Gilles ESTABLE, M. Bernard FAUVEL, M. Christophe FAVERJON, Mme Annick FAY, M. Pierre FAYOL NOIRETERRE, M. Christian FAYOLLE, Mme Sylvie FAYOLLE, M. Jean-Claude FLACHAT, Mme Andonella FLECHET, Mme Nicole FOREST, M. Luc FRANCOIS, Mme Michelle GALLAND, M. Pascal GARRIDO, Mme Ramona GONZALEZ GRAIL, M. Roland GOUJON, M. Rémy GUYOT, M. Marc JANDOT, Mme Raphaëlle JEANSON, M. Raymond JOASSARD, M. Christian JULIEN, M. Robert KARULAK, M. Bernard LAGET, Mme Marie-Josèphe LAULAGNET, Mme Hélène LETIEVANT-PIBAROT, M. Claude LIOGIER, M. Michel MAISONNETTE, M. Gérard MANET, Mme Caroline MONTAGNIER, M. Yves MORAND, Mme Catherine NAULIN, Mme Michèle NIEBUDKOWSKI, M. Jean-Marc PANGAUD, M. Yves PARTRAT, M. Jean-Michel PAUZE, M. Gaël PERDRIAU, Mme Fabienne PERRIN, M. Marc PETIT, M. Florent PIGEON, M. Jean-Philippe PORCHEROT, M. Hervé REYNAUD, Mme Joelle RICARD, M. Jean-Paul RIVAT, Mme Christiane RIVIERE, M. Marc ROSIER, M. Jean-Louis ROUSSET, Mme Janine RUAS, M. Jean-Claude SCHALK, M. Alain SCHNEIDER, Mme Nadia SEMACHE, M. Joseph SOTTON, M. Gérard TARDY, M. Jean-Marc THELISSON, Mme Marie-Christine THIVANT, Mme Sylvie THIZY, M. Gilles THIZY, Mme Lucie THOMAS, M. Daniel TORGUES, M. Stéphane VALETTE,

REÇU EN PREFECTURE
Le 18 mars 2016
VIA DOTELEC - iXBus
042-244200770-20160128-D20160007810-DE

M. Alain VERCHERAND, Mme Anne-Françoise VIALLON, M. Enzo VIVIANI, M. Georges ZIEGLER

Pouvoirs :
Mme Michèle BISACCIA donne pouvoir à M. Jean-Michel PAUZE,
Mme Marie-Christine BUFFARD donne pouvoir à Mme Nicole AUBOURDY,
Mme Patricia CORTEY donne pouvoir à M. Marc CHAVANNE,
Mme Joëlle COUSIN donne pouvoir à M. Denis BARRIOL,
M. André FRIEDENBERG donne pouvoir à Mme Nadia SEMACHE,
Mme Laurence JUBAN donne pouvoir à Mme Michelle GALLAND,
Mme Siham LABICH donne pouvoir à M. Marc CHASSAUBENE,
Mme Eliane LEGROS donne pouvoir à M. Gérard TARDY,
M. Olivier LONGEON donne pouvoir à Mme Anne DE BEAUMONT,
M. Pascal MAJONCHI donne pouvoir à Mme Catherine NAULIN,
Mme Nathalie MATRICON donne pouvoir à M. Luc FRANCOIS,
Mme Djida OUCHAOUA donne pouvoir à M. Christophe FAVERJON,
Mme Annick ROATTINO donne pouvoir à M. Marc ROSIER,
Mme Christine ROUX donne pouvoir à M. Paul CELLE,
M. Lionel SAUGUES donne pouvoir à Mme Caroline MONTAGNIER,
M. Maurice VINCENT donne pouvoir à M. Florent PIGEON

Membres titulaires absents excusés :
M. Michel BEAL, M. Jean-Pierre BERGER, Mme Nora BERROUKECHE, Mme Jennifer BONJOUR, M. Henri BOUTHEON, M. Olivier BROUILLOUX, Mme Catherine CHAPRON, M. Jean-Noël CORNUT, Mme Marie-Dominique FAURE, M. Marc FAURE, M. Michel GANDILHON, Mme Marie-Eve GOUTELLE, M. Daniel JACQUEMET, Mme Christiane JODAR, Mme Delphine JUSSELME, M. Samy KEFI-JEROME, Mme Corinne L'HARMET-ODIN, M. Yves LECOCQ, Mme Babette LUYA, M. Julien LUYA, Mme Pascale MARRON, Mme Brigitte MASSON, Mme Stéphanie MOREAU, M. Gilles PERACHE, Mme Monique ROVERA, Mme Marie-Hélène THOMAS, Mme Catherine ZADRA

Secrétaire de Séance :
M. Marc CHASSAUBENE

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 MARS 2016

MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SAINT-CHAMOND : MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5215-20;

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, modifiant l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n°379 du 24 décembre 2015 portant transformation de Saint-Etienne Métropole en Communauté Urbaine ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-9 et L.163-3 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Chamond en date du 01 février 2016 donnant son accord pour la poursuite et l'achèvement par Saint-Etienne Métropole de la procédure de modification simplifiée portant sur la suppression d'emplacements réservés V 13 ; V11 et R10 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 04 février 2016 acceptant la poursuite et l'achèvement de la procédure engagée par la commune de Saint-Chamond ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 120-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-1 et suivants, R.153-1 et suivants ;

Il sera procédé à une mise à disposition du public le dossier de modification simplifiée du PLU de Saint-Chamond portant sur la suppression d'emplacements réservés V 11 ; V13 et R 10.

La mise à disposition se déroulera pendant une durée de 31 jours, du jeudi 24 mars 2016 10h00) au 25 avril 2016 (17h00) inclus.

Pendant cette période, le dossier relatif à cette mise à disposition, ainsi qu'un registre, à feuillets non mobiles, côté et paraphé seront déposés et tenus à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture :

- Saint-Etienne Métropole mettra le dossier à la disposition du public à l'accueil et sur son site Internet à l'adresse suivante : http://www.saint-etienne-metropole.fr/

- La commune de Saint-Chamond mettra le dossier à la disposition du public dans les locaux du service urbanisme situé au 2ème étage de la mairie et sur son site internet à l'adresse suivante : www.saint-chamond.fr.

Le dossier mis à disposition comprend :
- une note explicative ;
- la liste des emplacements réservés avant modification et liste des emplacements réservés après modification ;
- le plan de zonage avec les emplacements réservés et le plan de zonage après suppression des emplacements réservés.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier de mise à disposition et consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de la mise à disposition publié dans les journaux « Les Petites Affiches de la Loire» et « Le Progrès » au plus tard huit jours avant le début de la mise à disposition.

En outre, la présente délibération sera publiée par voie d'affichage quinze jours au moins avant le début de la mise à disposition et durant toute la durée de celle-ci en mairie de Saint-Chamond et à Saint-Etienne Métropole.

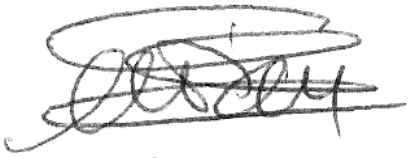
Monsieur le Président de Saint-Etienne Métropole est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil de Communauté, après en avoir délibéré :

- ***autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tout document à intervenir pour la mise à disposition du dossier portant sur la modification simplifiée de la commune de Saint-Chamond.***

Ce dossier a été adopté à l'unanimité avec 2 abstentions.

Pour extrait,
Le Président,



Gaël PERDRIAU